
RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013

Bogart
2013

JACQUES BOGART S.A.

JACQUES BOGART PARIS

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport annuel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice, de leur incidence sur les comptes annuels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Paris, le 30 avril 2014

David Konckier
Président-Directeur Général

13, rue Pierre Leroux - 75007 Paris - Tél. : 01 53 77 55 55

S.A. au capital de 1 086 200,93 € - RCS PARIS 75 B 63 43
TVA Intracommunautaire : FR 83 304 396 047 - Siret 304 396 047 00108 - Code APE : 6420 Z
Siège social : 76-78, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris - France

JACQUES BOGART
Société anonyme au capital de 1.086.200,93 €
Siège social : 76/78 avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
R.C.S. PARIS B 304 396 047 (75 B 06343)

Rapport de gestion
Exercice clos au 31 décembre 2013

LE GROUPE JACQUES BOGART

Jacques Bogart est spécialisé dans la production et la commercialisation de produits de parfumerie et de cosmétique.

La commercialisation des produits est assurée en France par un réseau de parfumeries sélectives et à l'international par des distributeurs locaux et via les filiales du groupe.

Les filiales françaises du Groupe distribuent les produits dans le monde entier. Deux d'entre elles, produisent, conditionnent les produits du Groupe, et assurent les services de préparation, d'expédition des commandes à travers ses propres sites.

Les marques du Groupe sont distribuées en Belgique, en Allemagne et Autriche, en Italie, en Espagne et au Portugal et en Chine par des sociétés commerciales implantées dans ces marchés et filiales de Jacques Bogart SA.

Les licences concédées au groupe représentent une part peu significative du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Par ailleurs, le Groupe octroie des contrats de licences par le biais de sa filiale Ted Lapidus, propriétaire de la marque Ted Lapidus.

RAPPORT D'ACTIVITE SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Périmètre de consolidation

Au cours de l'exercice 2013, le périmètre du Groupe Jacques Bogart a été modifié par la création de la société PARFULUX Israël Ltd filiale détenue à 100% par Jacques Bogart International BV.

Chiffres clés et principaux commentaires

En milliers d'euros	31/12/13	31/12/12	Variation 2013/2012
Chiffre d'affaires	85.468	84.204	1%
Produits des licences	2.846	2.909	- 2%
Résultat opérationnel	12.693	12.561	1%
Résultat financier	(1.787)	(1.666)	- 7%
Résultat avant impôt	10.906	10.895	-
Résultat net	7.174	7.755	- 8%

Chiffre d'affaires par importance des marchés

En millions d'euros	31/12/2013	31/12/2012	Variation
France	15	12	+25%
Europe hors France	43	42	+2%
Moyen Orient / Russie	13	14	-7%
Amérique	11	12	-8%
Afrique	1	1	-
Asie	2	3	-33%
TOTAL	85	84	+1%

Chiffre d'affaires par activité

En millions d'euros	31/12/2013	31/12/2012	Variation
Activité gros parfums & cosmétiques	45	48	-6%
Activité détail parfums & cosmétiques	40	36	+11%
TOTAL	85	84	+1%

Activité « gros » parfums et cosmétiques

L'activité principale du Groupe, l'« activité gros » parfums et cosmétiques s'organise autour de 2 familles de produits :

- parfums : Le CA généré en 2013 est de 33 M€ contre 34 M€ en 2012
Marques Bogart, Ted Lapidus, Carven et Euroluxe détenues en propre.
En outre, le Groupe détient les licences de parfums Chevignon, Lee Cooper, Naf Naf et Bugatti.
- cosmétiques : Le CA généré en 2013 est de 12 M€ contre 14 M€ en 2012.
Marques Méthode Jeanne Piaubert, Stendhal et Vegetable Garden détenues en propre.

Chiffres clés des principales sociétés de l'activité « gros » parfums et cosmétiques (en K€) :

<u>Parfums Jacques Bogart SASU</u>	<u>31/12/13</u>	<u>31/12/12</u>	<u>Variation</u>
Chiffre d'affaires	17.441	17.738	-2%
Résultat d'exploitation	4.672	5.392	-13%
Résultat net	2.891	3.734	-23%
<u>Parfums Ted Lapidus SAS</u>	<u>31/12/13</u>	<u>31/12/12</u>	<u>Variation</u>
Chiffre d'affaires	10.363	12.835	-19%
Résultat d'exploitation	2.702	4.472	-40%
Résultat net	1.833	3.125	-41%
<u>Jeanne Piaubert SAS</u>	<u>31/12/13</u>	<u>31/12/12</u>	<u>Variation</u>
Chiffre d'Affaires	5.314	6.196	- 14%
Résultat d'exploitation	(713)	81	
Résultat net	709	(257)	

Activité « détail » parfums et cosmétiques

Le second domaine d'activité, « L'activité détail » parfums et cosmétiques du Groupe est réalisée à travers les filiales Athenaïs SAS en France et April Cosmetics and Perfumes Chain Stores Ltd en Israël, deux chaînes de parfumeries de détail qui possèdent respectivement 11 et 35 boutiques mais également à travers la nouvelle filiale Rose de France SAS possédant 2 boutiques dans le sud de la France.

Le CA généré est de 40 M€ en 2013 contre 36 M€ en 2012.

Chiffres clés des principales sociétés de « l'activité détail » en K€ :

<u>April Ltd</u>	<u>31/12/13</u>	<u>31/12/12</u>	<u>Variation</u>
Chiffre d'Affaires	30.014	28.669	+5%
Résultat d'exploitation	430	598	-28%
Résultat net	86	55	+56%
<u>Athenaïs SAS</u>	<u>31/12/13</u>	<u>31/12/12</u>	<u>Variation</u>
Chiffre d'Affaires	6.665	6.664	
Résultat d'exploitation	213	192	+11%
Résultat net	458	285	+61%

Evolution du résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe en 2013 s'inscrit à 12 693 K€ contre 12 561 K€ en 2012, soit 15 % du chiffre d'affaires de l'exercice 2013.

Résultat financier

Le résultat financier du Groupe de -1.787 K€ se décompose comme suit :

Intérêts perçus	65 K€
Intérêts et charges assimilées	- 1.667 K€
Résultat de change	- 226 K€
Produits nets de cessions de valeurs mobilières	45 K€
Charge nette sur cession de valeurs mobilières	- 4 K€

Résultat net

Le résultat net du Groupe de l'exercice 2013 s'inscrit à 7.174 K€ contre 7.755 K€ sur l'exercice 2012.

Ces chiffres tiennent compte des éléments suivants :

- la hausse du chiffre d'affaires
- l'évolution négative de la marge commerciale
- la baisse des charges de personnel
- la plus-value sur un actif cédé
- l'effet négatif de la charge d'impôt

Endettement financier

L'endettement financier net du Groupe JACQUES BOGART s'élève à 33.431 K€.

A fin 2013, l'endettement du Groupe est constitué (en K€) :

- emprunts obligataires	12.133
- compte courant bloqué	12.500
- emprunts auprès d'établissements de crédit	7.267
- emprunt sur acquisition en crédit-bail	3.681
- concours bancaires	23.437

Affectation des résultats

Les comptes de la Société JACQUES BOGART SA pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 font ressortir un résultat net d'un montant de 7.821.410,96 €.

Ce résultat de 7.821.410,96 € sera affecté de la façon suivante :

- au poste « Autres Réserves » pour un montant de 5 470 157,66 € qui deviendra ainsi créateur pour la somme de 23 163 498,84 €,
- au paiement de dividendes pour un montant de 2 351 253,30 €.

Le dividende net revenant à chaque action s'établit comme suit :

- dividende net distribué au titre de de l'exercice 2013 : 2 351 253,30 €
- dividende distribué par action : 3,30 €

Nous vous indiquons à cet égard que l'article 9 de la loi de finances 2013 soumet les dividendes et les produits de placement à revenu fixe à l'imposition au barème progressif de l'IR et supprime le prélèvement forfaitaire libératoire pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 2013.

La mise en paiement du dividende sera effectuée dans les trente jours suivant la date de la présente Assemblée Générale.

Montant des dividendes des trois derniers exercices :

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices ont été les suivantes :

<u>Années</u>	<u>Dividende total distribué</u>	<u>Dividende net par action</u>
2010	3 348 754,70 €	4,70 €
2011	4 488 756,30 €	6,30 €
2012	12 504 392,55 €	17,55 €

Les distributions au titre des exercices clos les 31 décembre 2008, 31 décembre 2009 et 31 décembre 2010 étaient éligibles à la réfaction de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévue à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts, à défaut d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 18% prévu à l'article 117 quater nouveau dudit Code, avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 portant le taux à 21%.

Activités de recherche et de développement

La Société JACQUES BOGART SA a une activité de recherche et de développement.

Facteurs de risques

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe.

Ces risques figurent de manière détaillée sur notre site : <http://www.jbogart.com/infosfi/>

La société réalise une part importante de son chiffre d'affaires en devises, principalement sur le Dollar américain et supporte donc un risque de change lié à l'évolution du cours de cette devise (28% des ventes totales).

La politique de risque de change de la société vise à couvrir les créances commerciales de l'exercice en Dollar américain, cette couverture n'est pas systématique.

La société considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

La société est soumise à des covenants bancaires pour trois emprunts.

Les covenants attachés aux emprunts contractés par la société-mère sont les suivants :

EMPRUNT CREDIT AGRICOLE

- dettes financières nettes/EBITDA <2,00
- cash flow libre/service de la dette >1,10

EMPRUNTS OBLIGATAIRES

- dettes financières nettes/EBITDA <3,00
- dettes financières nettes/fonds propres <1,00

En 2013, l'ensemble de ces covenants sont respectés.

Evolution et perspectives d'avenir

Le Groupe Jacques Bogart poursuit sa politique de développement de produits innovants et également sa stratégie de développement de ses marques et de ses réseaux de distribution.

Evènements importants survenus au cours de l'exercice 2013

La société Jacques Bogart SA a souscrit en décembre 2013 deux emprunts obligataires :

- un emprunt Micado/Palatine de 5 millions d'euros remboursable à 6 ans in fine,
 - un emprunt OBSAAR de 7,5 millions d'euros remboursable sur 5 ans.
- La souscription des OBSAAR a été réservée des investisseurs qualifiés. Les 6 975 BSAAR attachées aux obligations sont attribuées à un nombre limité de personnes choisies par le Conseil d'Administration de Jacques Bogart SA et donnent droit à l'acquisition d'autant d'actions, l'option pouvant être exercée du 18 décembre 2016 et 18 décembre 2020. Cette émission est effectuée hors du champ de l'offre au public de titres financiers.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2013

Aucun événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2013.

Sur les amortissements

Conformément à la législation en vigueur, il a été procédé aux amortissements nécessaires pour que le bilan soit sincère et donne une image fidèle de la Société.

Sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce

Il va vous être donné lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes portant sur lesdites conventions.

Informations concernant les mandataires sociaux

A – Rémunérations

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice aux mandataires sociaux.

Cette information porte sur les sommes versées tant par votre Société que par les Sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce.

Il est tout d'abord précisé que les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu aucune rémunération à raison de leurs fonctions au cours de la période considérée.

1 – Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux :

- Monsieur David KONCKIER, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général : 219.068 €
- Madame Régine KONCKIER, Directrice Générale Déléguée, Relations Publiques clients et fournisseurs : 183.600 €

2 – Rémunérations brutes et avantages de toute nature reçus par les mandataires sociaux de la part des Sociétés contrôlées :

- Madame Patricia SFARA, Directrice Générale Mode (Société TED LAPIDUS SAS) : 127.087 €

3 – Engagements pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux :

NEANT

B – Mandats et fonctions exercés :

Monsieur David KONCKIER, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la Société a exercé, au cours de l'exercice écoulé, les fonctions de Président dans les Sociétés suivantes :

- AROMALUX SAS,
- CARVEN PARFUMS SAS,
- DISTRIBAL SAS,
- INSTITUT JEANNE PIAUBERT SAS,
- I.S.D SAS,
- JEANNE PIAUBERT SAS,
- PARFUMERIE ATHENAIS ESPACE BEAUTE SAS
- PARFUMS JACQUES BOGART SASU,
- PARFUMS TED LAPIDUS SAS
- SFFC SAS,

- SFFP SAS,
- STENDHAL SAS,
- TED LAPIDUS SAS,
- ROSE DE FRANCE SAS.

Monsieur David KONCKIER a également exercé au cours de l'exercice écoulé les fonctions de Gérant des Sociétés FAIRTRADE SARL, SCI S.D.V, SC S.B.N. et SCI S.B.N. IMMO.

Monsieur Jacques KONCKIER, Administrateur, a exercé les fonctions de Président dans les Sociétés françaises suivantes au cours de l'exercice écoulé :

- BENKIRAÏ HOTEL SASU,
- GRAND HOTEL RICHER SAS,
- HOTELIERE NORD LAFAYETTE SAS,
- HYDRATOURS SASU,
- IMMOBILIERE CECILE SAS,
- INTERPROD SAS,
- JACQUELOT PE SAS,
- JACQUELOT PI SAS,
- RAG-TIME SASU,
- RICHER-MONTMARTRE SAS,
- SARIEL SAS,
- VERY OTH SAS,
- YPERION TECHNOLOGY SAS,

Monsieur Jacques KONCKIER a exercé, au cours de l'exercice écoulé, les fonctions de Gérant dans les Sociétés suivantes :

- SC HELIOS ASSETS MANAGEMENT,
- SCI LOU PINET,
- SCI ROSTAND,
- KIMPEX SARL,
- PARFUMS HENRY LORENZ SARL,
- SCI AHAVA,
- KEBAL PRODUCTION SARL.

Madame Régine KONCKIER, Directrice Générale Déléguée, a exercé au cours de l'exercice écoulé, les fonctions de Directrice Générale Déléguée, mandataire du Président, dans les Sociétés suivantes :

- DISTRIBAL SAS,
- INSTITUT JEANNE PIAUBERT SAS,
- PARFUMS JACQUES BOGART SASU,
- PARFUMS TED LAPIDUS SAS,
- SFFC SAS,
- STENDHAL SAS,
- AROMALUX SAS,
- I.S.D SAS,
- JEANNE PIAUBERT SAS,
- PARFUMERIE ATHENAIS ESPACE BEAUTE SAS,
- SFFP SAS,
- TED LAPIDUS SAS,
- CARVEN PARFUMS SAS,
- ROSE DE FRANCE SAS.

Elle a également exercé, au cours de l'exercice écoulé, les fonctions de Gérante des Sociétés SNC ADVA et SC L.D.J, et la fonction de Présidente de la Société ALVA FILMS SAS.

Madame Patricia SFARA, administrateur, a exercé au cours de l'exercice écoulé, les fonctions de Directrice Générale Mode de la Société TED LAPIDUS SAS.

Informations en matière de responsabilité sociale et environnementale

L'Etablissement principal du Groupe Jacques Bogart a des besoins limités en consommation d'eau et d'énergie pour l'utilisation des locaux à des usages bureautiques dans les locaux commerciaux et administratifs où sont localisées 73 personnes.

Le siège social est un établissement servant de domiciliation officielle aux sociétés du Groupe pour lequel aucun effectif n'est présent.

La société évolue dans un secteur d'activité peu polluant et ne présentant pas de risques majeurs pour l'environnement. Néanmoins, elle cherche à optimiser ses outils industriels et sa logistique pour réduire ses consommations d'énergie et ses émissions de CO₂

Le groupe dispose de deux sites industriels ; un qui fabrique et conditionne la partie Cosmétique, basé à Mourenx près de Pau dans les Pyrénées Atlantiques. L'autre, basé à Pacy-sur-Eure en Normandie, entre Paris et Le Havre, qui conditionne toute la parfumerie et est en charge de la Logistique des deux activités parfumerie et cosmétique.

Les informations exposées sont établies dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article R.225 du Code de Commerce, certaines informations environnementales et sociétales peuvent présenter des limites du fait de leur caractère non significatif.

1. Responsabilité Sociale

Les informations présentées sont établies dans le cadre du décret d'application de la loi « Grenelle II ».

Informations sociales

Le périmètre inclut toutes les filiales contrôlées par la Société Jacques Bogart SA pour ce qui est des effectifs. Certaines informations font l'objet d'exclusions du fait de l'absence d'informations remontées de la part des filiales étrangères ; De ce fait, les données relatives à l'absentéisme, la formation, et la participation, la rémunération ne concernent que le périmètre France.

1) Emploi

- Effectifs moyens et répartition des salariés

Ventilation géographique	2012	2013
Sociétés françaises	248	247
Filiales étrangères	316	281
TOTAL	564	528

C.S.P.	2012	2013
Cadres/AM/VRP	182	164
Employés/OUVRIERS	382	364
TOTAL	564	528
Ventilation par sexe (France)	2012	2013
Hommes	56	55
Femmes	192	192
TOTAL	248	247

- Embauches et licenciements (périmètre France)

Les principaux mouvements de personnel sont liés au recours aux CDD pour des motifs d'accroissement temporaire d'activité. Les départs sont dus à des fins de cdd, des départs à la retraites, démissions, licenciements pour motif personnel et ruptures conventionnelles.

2013 (France)	Embauches	Départs			
		démissions	fin de cdd	retraite	lict/rupt conv
TOTAL	50	6	37	2	6

- Rémunérations et évolution (périmètre France)

	2012	2013
M.S	7.696.991	7.371.540
Charges sociales	3.214.460	3.135.115
Participation (France)	25.169	40.922

Des accords de participations des salariés aux résultats ont été conclus conformément à la réglementation française applicable en la matière.

2) Organisation du travail (périmètre France)

- Temps de travail

En France, le temps de travail est organisé sur une base horaire hebdomadaire de 35 heures. Des accords ont été signés sur les différentes entités concernant l'organisation du temps de travail. Mise en place de RTT- Forfait en jours- Forfait en heures. La majorité des salariés France travaille à temps plein.

- Absentéisme

Les principales causes d'absentéisme constatées concernent des absences pour maladie. Entre 2012 et 2013, l'absence pour maladie a diminué de 16.05%. Sur 2013, il y a eu 2 accidents du travail.

ABSENTEISME (France)	2012		2013		2012	2013
	HEURES	JOURS	HEURES	JOURS	poids	poids
MALADIE	21 625.24	3 054	18 271.12	2581	90.30%	90.91%
AT/MP	546.71	77	784.13	111	2.28%	3.91%
MATER/PATER	1 777.6	251	1 043.9	147	7.42%	5.18%
TOTAL		3 382		2 839	100%	100%

3) Relations sociales

- Organisation du dialogue social

Périmètre France : conformément à la législation française, dans les entités ayant atteint les seuils d'effectifs règlementaires, des élections sont organisées tous les 4 ans pour l'élection des membres des délégations uniques du Personnel ou des Délégués du Personnel. Les réunions se font mensuellement. Les procès-verbaux sont affichés.

Dans les entités françaises où des délégués syndicaux sont présents, des négociations annuelles sur les salaires ont lieu chaque année.

- Bilan des accords collectifs

La convention collective principale applicable au sein des entités France est la convention collective de la chimie. Les accords de branche sont appliqués au sein des entités concernées.

En 2013, une entité a conclu un contrat de génération.

4) Santé et sécurité

Des élections pour la mise en place ou le renouvellement des membres du CHSCT sont régulièrement organisées. Au siège France les dernières élections de 2012 ont abouties à un constat de carence suite à un défaut de candidatures.

Les 2 unités de production France ont des CHSCT. Les réunions ont lieu trimestriellement. Les procès-verbaux sont affichés à l'attention du personnel.

5) Formation professionnelle

Le Groupe Jacques Bogart confie l'intégralité de ses obligations légales en matière de formation aux organismes collecteurs dont il dépend. Les 3 OPCA sont : OPCA DEFI – OPCALIA TMC ET AGEFOS-PME.

Le plan de formation passe par un recensement des besoins et les actions visent à permettre à chacun de développer ses compétences.

Au titre de 2013, les salariés des sociétés françaises ont bénéficié des heures de formation suivante :

- 1.282 heures au titre du plan de formation
- 456 heures au titre du DIF

6) Egalité de traitement

- Egalité hommes/femmes

L'activité principale du Groupe étant la parfumerie et les cosmétiques (activité de gros et activité de détail), les effectifs sont majoritairement féminins. En France le pourcentage 2013 est :

77.55% de femmes
22.4% d'hommes

La Direction du Groupe veille à ce qu'il n'y ait aucune discrimination que ce soit en matière de recrutement, de formation, de rémunération.

- Travail de personnes handicapées

Les 2 unités de production et la société holding J. BOGART SA sont soumises à la législation concernant les travailleurs handicapés. Sur 2013, les 2 unités de production ont rempli totalement leur obligation et la Société J BOGART SA l'a remplie partiellement. Ces entités ont, dans leurs effectifs, du personnel ayant un handicap et font appel à des ESAT/CAT pour certaines de leurs fournitures.

7) Convention fondamentale de l'OIT

Le groupe Jacques Bogart respecte les stipulations des conventions fondamentales de l'OIT, notamment en ce qui concerne la liberté d'association, le droit de négociation collective, l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession, le travail forcé et le travail des enfants.

2. Responsabilité Environnementale

Action de prévention des risques environnementaux et des pollutions – réduction des rejets dans l'air, l'eau et le sol

i. Eaux et liquides

Le site de Mourenx utilise le principe du mono-fluide qui permet de refroidir les mélangeurs sans utiliser d'eau perdue comme l'on trouve encore souvent en cosmétique. Les eaux de rinçage sont traitées par décantation avant remise dans le circuit communal de traitement des eaux usées.

Le site de Pacy-sur-Eure n'a pas de rejets liquides; les alcools résiduels de rinçage sont stockés et renvoyés en distillation.

ii. Sol

Pas de rejets dans le sol.

iii. Air

Le marquage laser ou jet d'encre sur les flacons ou étuis se font avec une récupération et filtration des fumées et VOC. Ces filtres retournent chez le fabricant pour leurs traitements et recyclage.

iv. Bruit

Mise en place d'une isolation phonique pour diminuer le son d'extracteurs d'air près d'une zone résidentielle.

Gestion des déchets : prévention, recyclage et élimination des déchets.

Au moment de la conception des produits, nous essayons de prévoir la facilité de recyclage.

Emplois de flacons en verre pour la parfumerie, matière fortement recyclable. Les capots lestés le sont avec l'ajout de lests métalliques facilement séparable du capot plastique, et non pas en utilisant des plastiques chargés, très difficiles à recycler.

Cartons : nous avons supprimé les cartons intermédiaires de stockage, ce sont les cartons qui serviront pour les commandes clients qui sont utilisés pour cela. Cela permet d'économiser de la matière.

Un tri sélectif des déchets est fait sur les deux sites industriels, comme par exemple de faire des balles de carton qui sont recyclés par des sociétés spécialisées, le verre est trié, vidé pour repartir en recyclage ; le reste est compacté et repart chez notre récupérateur qui trie en usine le solde de nos déchets.

Le groupe est partenaire avec Eco Emballage France et proche Europe ; nos cotisations permettent de participer au recyclage global de nos produits.

Gestion des palettes : Depuis près d'un an, par contrat avec nos fournisseurs, nous recevons la plus grande partie de nos composants sur des palettes « lourdes, traitées et normées » qui servent pour le stockage puis pour nos livraisons Export et France, au lieu de recevoir des palettes perdues. La palette suit ainsi le produit, depuis le fournisseur d'un de ces composants jusqu'au dépositaire final de nos produits.

Utilisation durable des ressources.

Au sein des sites industriels et du siège à Paris, un effort constant est fait pour limiter les dépenses d'éclairage (passage incandescence vers basse consommation... et politique de rappel sur les économies d'énergie aux utilisateurs) et de chauffage (contrôles réguliers des thermostats, programmation du chauffage et de la climatisation pour éviter de chauffer la nuit et le week-end, amélioration de l'isolation) dans le but de diminuer la consommation d'énergie tous les ans (après correction des données météorologiques).

Limitation de l'énergie motrice comme par exemple l'utilisation d'un compresseur à vitesse variable qui adapte la dépense énergétique aux besoins immédiats d'air comprimé.

Changement Climatique - Les rejets des gaz à effet de serre

Transports : au lieu de faire la distribution de la cosmétique depuis Mourenx, les produits sont acheminés par un transporteur qui fait une navette hebdomadaire avec une tournée de clients réguliers ; ceci lui permet de remplir ses camions (classe Euro 5 et passage en cours en Euro 6) pour nous livrer, diminuant ainsi l'empreinte carbone.

La logistique est faite depuis notre site de Pacy-sur- Eure, regroupant pour nos clients la cosmétique et la parfumerie de nos différentes marques.

Le positionnement proche de Paris (où se fait la majeure partie des ventes détails France) et proche du port du Havre d'où partent la majeure partie de nos ventes export (85% du CA) permet de réduire les émissions de CO₂. Le transport aérien (proche aussi) étant utilisé de manière très exceptionnelle et pour de petits volumes.

3. Responsabilité sociétale en faveur du développement durable

a. Sous-traitance et Fournisseurs

Le groupe essaye d'avoir des relations de partenariat avec ces fournisseurs et sous-traitants, en travaillant dans la durée, avec mise en place de cahiers des charges.

b. Loyauté des Pratiques : Mesures en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

i. Règlement REACH et Directive Cosmétique Européenne (nouveau règlement 1223/2009, en application depuis juillet 2013).

Pour gérer ces nouvelles réglementations, ainsi que les autres (comme les normes IFRA pour les concentrés parfumant), le groupe a investi dans un logiciel spécialisé début 2013 (Coptis Lab) qui permet de mieux maîtriser ces modifications continues des limites d'utilisation des matières premières entrant dans la fabrication de nos produits. Le règlement Reach qui oblige nos fournisseurs de référencer (phase terminée) et d'homologuer (phase qui ira jusqu'à fin 2018) leurs matières premières, nous obligent à moderniser nos formules (limites d'utilisation, interdiction ou le plus souvent arrêt de production de matières premières) au fur et à mesure de l'avancement des travaux de nos fournisseurs.

Les essais sur animaux sont interdits depuis juillet 2013, même si dans les faits, ils avaient déjà disparu depuis longtemps chez nos prestataires de tests d'innocuité.

ii. Bonnes Pratiques de Fabrication (Norme Iso 22716)

Nos deux sites, ainsi que nos partenaires sous-traitants ont déjà été audités par des organismes d'état (ex ANSM), d'états étrangers pour certains clients, par des prestataires spécialisés, ainsi que des audits internes de suivi.

Tout le personnel des deux sites a été formé et sensibilisé au respect de ces BPF.

Ces BPF permettent de mettre en place une démarche d'amélioration continue concernant l'assurance qualité dans les différentes phases du process, fabrication des jus ou des crèmes, conditionnement des produits, traçabilité, libération des lots après contrôles qualité (biologiques, physico chimiques des vrac, fonctionnels des produits finis, esthétiques, traçabilité), du stockage, des préparations de commande avec traçabilité clients, respects des normes d'emballages et d'étiquetage des colis, contrôles des camions des transitaires ou transporteurs.

Un suivi régulier permet de noter les axes d'amélioration, et de suivre l'avancement du plan d'action.

Toutes ces actions permettent de garantir une bonne qualité des produits :

Limiter les risques de détérioration, de contamination, d'erreurs.

Améliorer le travail du personnel et sa vigilance sur la qualité du produit.

Les relations avec les clients des usines et leurs fournisseurs ou sous-traitants sont consignées par des contrats et/ou des cahiers des charges.

Sur les cessions de participations

Néant

Sur les prises de participations

- Société Parfulux Dubaï FZE, UAE
- Société Parfulux Israël Ldt, Israël

Sur les opérations réalisées au cours de l'exercice par les dirigeants sur leurs titres

Néant

La composition du capital de la Société JACQUES BOGART SA est la suivante :

	Actions	% actions
S.B.N.	412 073	57,83
L.D.J.	260 276	36,53
David KONCKIER	35 628	5,00
Régine KONCKIER	3	NS
Jacques KONCKIER	3	NS
Total concert familial	<u>707 983</u>	<u>99,36%</u>
Public	4 518	0,64%
TOTAL	<u>712 501</u>	<u>100,00%</u>

Capital social

Au 31 décembre 2013, le capital social était divisé en 712 501 actions ordinaires de € 1,52449 chacune, soit un total de 1 086 201 €.

Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions visé par l'Assemblée Générale en date du 14 juin 2012, 165 actions Bogart S.A sont détenues par la société au 31 décembre 2013, soit 0,023% du capital.

Les mouvements sur la période se décomposent comme suit :

En euros	Nombre de titres	Cours Moyen	Cours fin de période	Valeur d'Acquisition	Valeur de fin de période	Ecart
Au 31.12.12	136	207,49	219,80	28 218,90	29 892,80	1 673,90
Au 31.12.13	29	208,62	219,80	6 050,20	6 374,20	324,00

Les actions acquises dans ce cadre le sont dans les limites suivantes :

- le prix maximum d'achat est fixé à 230 euros par action, hors frais d'acquisition ;
- le total des actions détenues ne peut dépasser 10% du nombre d'actions composant le capital de la société.
- le prix de revente ne devra pas être inférieur à 160 euros.

Variations du cours du titre Jacques Bogart

31 décembre 2012 : 228,00 €

31 décembre 2013 : 219,80 €

Année 2013 :

Cours le plus haut : 228 €

Cours le plus bas : 180 €

Sur les comptes consolidés

La Société JACQUES BOGART SA a établi des comptes pour l'ensemble des Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation défini à l'article L 233-16 du Code de Commerce dont la liste figure sur la plaquette qui vous sera remise lors de l'Assemblée.

Ces comptes consolidés que nous soumettrons à votre approbation, font ressortir un bénéfice net part du Groupe de 7 173 731 €.

Sur la participation des salariés au capital

Il n'existait aucune participation des salariés (administrateurs non compris) au capital social le 31 décembre 2013.

Sur les dépenses et charges somptuaires

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne font pas état des sommes correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement (article 39-4 du C.G.I.).

Tableau des résultats des cinq dernières années

Au présent rapport, est joint le tableau prévu à l'article R 225-102 du Code de Commerce, et faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Participation dans le capital

En application de l'article L 233-13 du Code de Commerce, nous vous donnons les indications suivantes en fonction des informations reçues en vertu des dispositions des articles L 233-7 et L 233-12 du même Code :

I – Identité des personnes morales ou physiques détenant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social au 31 décembre 2013 :

- plus de 5% : Monsieur David KONCKIER
- plus du tiers : SC L.D.J
- plus de la moitié : SC SBN

II – Participation dans d'autres Sociétés :

Nos diverses participations au 31 décembre 2013 figurent dans l'annexe aux comptes sociaux.

Présentation des comptes et activité de la Société Mère

La Société JACQUES BOGART SA est la Société holding du Groupe. Elle fournit à ses filiales opérationnelles des prestations de services matérielles et intellectuelles qu'elle facture.

La Société a clôturé son exercice avec un chiffre d'affaires de 9.170.258 € au 31 décembre 2013, contre 9.417.768 € au 31 décembre 2012.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'est élevé à 478.545 €, contre 240.062 € au 31 décembre 2012.

Le résultat financier au 31 décembre 2013 est 6.265.990 € contre 4.908.897 € au 31 décembre 2012, dû principalement aux mouvements des provisions sur les participations.

Le résultat net comptable de l'exercice s'inscrit à 7.821.411 €, contre 5.955.479 € au 31 décembre 2012.

Délais de paiements des fournisseurs

La société s'est mise en conformité concernant les délais appliqués aux règlements des fournisseurs soit 45 jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date de facture (Loi de Modernisation de l'Economie N° 2008-776 du 4 août 2008 modifiant l'article L441 du Code de Commerce).

Le solde fournisseurs se décompose comme suit :

	<u>Inférieur à 60 jours</u>	<u>Supérieur à 60 jours</u>	<u>Total</u>
<u>au 31/12/2012</u>	171.536 €	10.450 €	181.985 €
<u>au 31/12/2013</u>	143.413 €	6.995 €	150.408 €

Nous espérons que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises, et ainsi donner quitus aux membres du Conseil d'Administration et à Monsieur David KONCKIER, Président du Conseil d'Administration, pour sa gestion au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013».

Le Conseil d'Administration

**Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil
et le contrôle interne
à l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 juin 2014**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L 225-37 du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société,
- de l'étendue des pouvoirs du Directeur Général.

1. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

1.1. Composition du Conseil

Votre Conseil d'Administration est composé des 4 membres suivants :

- Monsieur David KONCKIER, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général,
- Monsieur Jacques KONCKIER, Administrateur,
- Madame Régine KONCKIER, Directrice Générale Déléguée, Administrateur,
- Madame Patricia SFARA, Administrateur.

1.2. Parité du Conseil

Votre Conseil d'Administration est composé d'autant de femmes que d'hommes, assurant ainsi une représentation équilibrée en son sein.

1.3. Fréquence des réunions et décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois, et a pris les décisions suivantes :

Lors de la séance du 11 février 2013 à 11 heures, le Conseil d'Administration :

- a autorisé le Président à faire prendre en charge et garantir les frais de constitution de l'établissement de la société filiale PARFULUX FZE, et a autorisé la signature de tous actes permettant la réalisation de cette opération, et notamment le versement des fonds correspondant à la souscription de la société JACQUES BOGART SA, et le règlement des frais et honoraires de constitution,
- a autorisé la souscription de 100 % au capital social de la société commerciale filiale créée à Dubaï,
- a autorisé la nomination de Monsieur David KONCKIER, aux fonctions de Directeur,
- a autorisé la désignation de Monsieur David KONCKIER, en qualité de représentant légal de la société PARFULUX FZE.

Lors de la séance du 26 avril 2013 à 15 heures, le Conseil d'Administration :

- a approuvé et arrêté les comptes de la Société et les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012,

- a décidé de proposer d'affecter le résultat positif de la Société au poste « Autres réserves » et de distribuer une partie du bénéfice,
- a préparé l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 2013,
- a arrêté l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 14 juin 2013,
- a arrêté le texte des résolutions et les grandes lignes des rapports présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 2013,
- a approuvé le rapport du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur le fonctionnement du Conseil et le contrôle interne,
- a autorisé le Président à faire procéder au rétablissement de la situation nette de certaines filiales françaises et étrangères, par voie de recapitalisation,
- a autorisé son Président à acquérir au nominal des créances commerciales détenues par certaines de nos filiales françaises de la société JACQUES BOGART SA sur d'autres sociétés filiales étrangères et à procéder à l'abandon de créances commerciales ainsi rachetées afin de permettre aux sociétés filiales étrangères concernées de rétablir leurs situations nettes au 31 décembre 2012.

Lors de la séance du 11 juin 2013 à 13 heures, le Conseil d'Administration :

- a autorisé le Président de souscrire un prêt moyen terme auprès de la banque Palatine, pour un montant de 5.000 K€, ayant pour objet le financement des besoins généraux du groupe, d'une durée de trois ans avec amortissement en capital linéaire en 3 échéances annuelles,
- a donné mandat à son Président, Monsieur David KONCKIER, à l'effet de signer tous actes et accomplir toutes formalités.

Lors de la séance du 30 août 2013 à 15 heures 30, le Conseil d'Administration :

- a arrêté la situation au 30 juin 2013,
- a donné mandat à son Président de certifier les comptes semestriels pour le premier semestre 2013,
- a donné mandat à son Président de faire établir l'attestation relative aux comptes semestriels,
- a donné mandat à son Président de faire procéder aux publications requises des documents semestriels établis.

Lors de la séance du 23 septembre 2013 à 11 heures, le Conseil d'Administration :

- a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire du 5 novembre 2013 à 11h30 et a délégué à son Président le soin de procéder à toutes les modalités matérielles de convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- a décidé d'arrêter l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 novembre 2013,
- a arrêté le rapport du Conseil d'Administration présenté à l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- a arrêté le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire,

Lors de la séance du 9 décembre 2013 à 11 heures, le Conseil d'Administration, conformément à l'article L228-40 du Code de Commerce et après avoir constaté que la société a établi deux bilans régulièrement approuvés par les actionnaires et que le capital social est intégralement libéré, a autorisés le Président du Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'obligations, en France et à l'étranger, pour un montant maximal de 5.000.000 € (outre la contre-valeur en devises de ce montant). Cette autorisation a été consentie pour un délai d'un an à compter du 9 décembre 2013, soit jusqu'au 8 décembre 2014 inclus. En conséquence, le

Conseil d'Administration a donné tous pouvoirs au Président, Monsieur David KONCKIER, à l'effet de :

- procéder à l'émission d'obligations dans les proportions, aux époques et dans les conditions qu'il jugera appropriées, d'en fixer les modalités et notamment la ou les dates d'émission, pour chaque émission, le nombre d'obligations émises, leur valeur nominale, le montant de l'emprunt, les caractéristiques des obligations, leur taux d'intérêt fixe ou variable et les modalités de paiement des intérêts, la durée des obligations et leur amortissement, les cas éventuels d'exigibilité anticipée et de remboursement partiel,
- désigner le représentant de la masse,
- recevoir et constater le montant des souscriptions,
- et d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités, signer tous actes, contrats, documents d'information, prospectus en vue de l'émission des obligations et de leur admission éventuelle aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociations.

Lors de la séance du 18 décembre 2013 à 9 heures 30, le Conseil d'Administration :

- a décidé l'émission d'obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») par usage de la délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 novembre 2013,
- a déterminé la liste des bénéficiaires OBSAAR,
- a déterminé les conditions et modalités de l'émission des OBSAAR,
- a déterminé la liste des bénéficiaires des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR »),

Les procès verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués aux administrateurs et au Comité d'Entreprise.

1.4. Convocations des administrateurs et des Commissaires aux Comptes

Les administrateurs ont été convoqués conformément à l'article 22 des statuts.

Conformément à l'article L.823-17 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêté les comptes semestriels et annuels.

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au principal établissement de la Société : 13, rue Pierre Leroux – 75007 PARIS.

1.5. Information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués avant la réunion.

1.6. Rémunérations des administrateurs

Les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu aucune rémunération à raison de leurs fonctions au cours de la période considérée.

2. Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

2.1. Objectifs de la Société en matière de procédures de contrôle interne

Notre Société a mis au point des procédures de contrôle interne. Ces procédures de contrôle interne sont analysées par nos Commissaires aux Comptes au cours de leurs différentes interventions dans notre groupe.

Elles ont pour objectif :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2.2. Présentation générale des procédures de contrôle interne

Les composantes du contrôle interne dans notre Société peuvent être résumées ainsi :

- un système d'organisation avec :
 - une définition des responsabilités,
 - une séparation des tâches et des fonctions,
 - une description des fonctions,
 - un système d'autorisation.
- un système de documentation et d'information avec :
 - des documents et supports de l'information,
 - des rapports financiers et de gestion.
- un système de preuve fondé sur le contrôle réciproque des tâches avec :
 - une organisation de la comptabilité,
 - des moyens informatiques,
 - une pré-numérotation et contrôle des séquences,
 - des contrôles des totaux,
 - des rapprochements,
 - une documentation des contrôles,
 - un classement des documents.

Toutefois dans la mise en œuvre concrète de ces principes, notre Société tend à intégrer:

- la taille de la Société,
- le rapport entre le coût des procédures et les risques d'erreurs,

et est consciente :

- du risque de collusion entre plusieurs personnes,
- du rôle spécifique de la direction de la Société dans la connaissance des opérations significatives pour notre Société.

2.3. Description des procédures de contrôle interne mises en place

2.3.1. Direction et gestion de l'entreprise

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les dirigeants ont une présence suffisante dans la Société,
- les dirigeants maîtrisent l'activité de la Société,
- les dirigeants ont une connaissance suffisante de l'organisation interne de la Société, des questions significatives qui se posent et à résoudre à un moment donné.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- toutes les données comptables sont arrêtées mensuellement,
- les arrêtés au 30 juin et au 31 décembre sont publiés et font l'objet d'un travail comptable complet,
- les signatures autorisées sont limitées à la direction générale permettant un contrôle important des dépenses, des investissements et placements financiers,
- les filiales étrangères sont administrées par des directeurs locaux qui remontent l'ensemble des informations financières mensuellement. Des audits de ces filiales sont réalisés deux fois par an.

2.3.2. Processus de production de l'information comptable et financière

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer :

- que la comptabilité est correctement organisée,
- de la fiabilité des informations enregistrées ou produites par le système comptable,
- de la qualité des tableaux de bord fournis aux dirigeants.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- réception, contrôle et validation des interfaces de paie (pointage des comptes),
- suivi des immobilisations, constitution des dossiers, saisie des informations pour les calculs d'amortissements (rapprochements avec la compta),
- gestion des assurances, suivi des dossiers, suivi des contrats, paiements,
- redevances de marques (suivi périodique selon les termes des contrats),
- clôture informatique mensuelle de tous les journaux (assurant qu'aucun utilisateur n'aura plus d'accès à la période donnée),
- éditions mensuelles (balances, états de comptes),
- comptabilisation journalière lors de la production des documents ou des traitements.

2.3.3. Processus des systèmes d'information et informatique

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les séparations de fonctions sont mises en place,

- les procédures de développement et de maintenance sont maîtrisées,
- l'accès aux données et au matériel est protégé,
- la sécurité des traitements est surveillée,
- la documentation des systèmes et procédures est mise à jour régulièrement.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- mots de passe différents pour les différentes fonctions informatiques,
- une liste de tous les mots de passe est accessible à la direction informatique,
- une sauvegarde quotidienne est réalisée,
- les accès informatiques vers et depuis l'extérieur sont contrôlés, restreints et filtrés : anti-intrusion, anti-virus, accès internet.

2.3.4. Processus des ventes et relations avec les clients

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les séparations de fonctions sont suffisantes,
- toutes les ventes sont correctement facturées et comptabilisées,
- les rabais, remises, ristournes accordés aux clients et les créances passées en perte sont dûment autorisés et correctement comptabilisés,
- les créances sont relancées et recouvrées,
- le système de comptabilisation des comptes clients et des autres comptes affectés par les opérations de ventes est fiable.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- une consultation sur Infogreffe ou une enquête auprès de Dun & Bradstreet, ainsi qu'une analyse de la dernière liasse fiscale peuvent être réalisées,
- une analyse des soldes clients est réalisée tous les mois afin de pouvoir établir les relances nécessaires,
- un suivi des séquences de numérotation des documents est effectué,
- un rapprochement mensuel des ventes comptabilisées avec les états issus de la gestion commerciale est réalisé.

2.3.5. Processus des achats et relations avec les fournisseurs

- les séparations de fonctions sont suffisantes,
- toutes les commandes sont dûment autorisées, leur suivi permet de connaître les engagements pris par l'entreprise,
- les factures et les avoirs sont contrôlés avec les bons de commandes pour les prix et conditions de paiements. Ces factures et avoirs sont approuvés avant d'être enregistrés dans les comptes fournisseurs et dans les comptes de charge,
- toutes les dettes ou créances concernant des marchandises, les produits et services reçus ou retournés sont enregistrés dans les livres, même si les factures ou avoirs correspondants ne sont encore reçus ou approuvés.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- vérification, numérotation et transmission des documents aux différents donneurs d'ordres pour obtenir selon les cas les bordereaux de livraison et les entrées en stock et/ou l'accord de la Direction concernée,
- suivi et relance des dossiers litigieux ou en instance,
- chaque bon de commande est visé par la direction des achats,
- chaque facture est transmise au service comptable pour enregistrement et préparation du règlement à viser par la direction générale,

- un inventaire des stocks est réalisé en fin d'année sous la surveillance de nos Commissaires aux Comptes.

2.3.6. Processus de gestion des ressources humaines

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les séparations de fonctions sont suffisantes,
- les personnes figurant sur le journal de paie ont bien droit à leur rémunération, concernant la paie :
- la paie est établie correctement,
- le paiement s'effectue avec la sécurité nécessaire,
- l'enregistrement comptable est fiable,
- les dispositions légales conventionnelles et contractuelles sont respectées,
- les charges sociales sont correctement déclarées et réglées.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- les paies sont établies par la responsable du personnel en application du droit social en vigueur.

2.3.7. Processus de trésorerie

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les séparations de fonctions sont suffisantes,
- les paiements sont justifiés et dûment autorisés,
- les paiements sont correctement comptabilisés,
- les recettes sont intégralement et rapidement remises en banque,
- l'encaissement des effets est régulièrement suivi,
- toutes les recettes sont comptabilisées,
- le système de tenue et de comptabilisation de la caisse est fiable,
- les soldes caisses et banques dans les livres comptables reflètent la réalité.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- le Président du Conseil d'Administration et la Direction Générale ont seuls pouvoir pour les signatures,
- les recettes ou les valeurs à encaisser sont déposées à la banque dès réception. Les remises se font par courrier et sont enregistrées régulièrement en comptabilité,
- les bordereaux de remise en banque indiquent le détail des recettes déposées,
- les espèces ne représentent pas de mouvement significatif et sont conservées dans un coffre,
- équilibrage de trésorerie journalier pour se conformer aux autorisations des concours bancaires par Société,
- comptabilisation des échéances fixes,
- gestion des placements et lignes de crédits,
- établissement mensuel des états de rapprochement de tous les comptes bancaires,
- situation de trésorerie à court terme hebdomadaire,
- vérification des conditions bancaires.

2.3.8. Processus des investissements

Les procédures mises en place dans ce processus ont pour objectif de s'assurer que :

- les séparations de fonctions sont suffisantes,
- les acquisitions d'immobilisation sont dûment autorisées et correctement comptabilisées,
- les sorties d'immobilisation sont dûment autorisées et correctement comptabilisées,
- les immobilisations existent, appartiennent bien à la Société, et sont correctement évaluées,
- les investissements sont protégés et utilisés au mieux des intérêts de la Société,
- les dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation respectent les principes généralement admis,
- les produits sur titres et sur cessions d'immobilisation sont encaissés par l'entreprise et sont correctement comptabilisés.

Pour atteindre ces objectifs, notre Société applique notamment les procédures suivantes:

- chaque commande est visée par la direction générale,
- un état détaillé des immobilisations et des bases d'amortissement est tenu à jour,
- ce registre est rapproché des comptes à chaque situation,
- une vérification physique périodique est effectuée afin de s'assurer de l'exactitude du registre et de procéder aux éventuelles mises au rebut.

2.3.9. Appréciation des procédures de contrôle interne

Eu égard aux informations fournies ci-dessus et à la taille de l'entreprise, nous pensons en dernière instance que globalement les procédures de contrôle interne au regard des objectifs précisés, de leur correcte application et de leur efficacité, sont satisfaisantes.

3. Accès des actionnaires à l'Assemblée Générale

Aux termes de l'article 36 des statuts de la société, tout actionnaire peut participer personnellement, ou par mandataire, aux assemblées générales, de quelque nature qu'elles soient.

Toutefois, son droit de participer aux assemblées est subordonnée à son inscription sur le registre des actions nominatives de la Société, cinq jours au moins avant la réunion.

Les titulaires d'actions nominatives sont admis sur simple justification de leur identité.

Les titulaires d'actions au porteur doivent déposer au siège social de la Société cinq jours avant la date de l'Assemblée un certificat constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites dans le compte tenu par un intermédiaire agréé jusqu'à la date de ladite assemblée.

Les actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions des versements exigibles n'ont pas accès à l'assemblée.

4. Pouvoirs du Directeur Général

Je vous précise qu'aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

Fait à PARIS, le 30 avril 2014.

Le Président du Conseil d'Administration.

JACQUES BOGART S.A.

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société JACQUES BOGART

Exercice clos le 31 décembre 2013

Fidecompta
Montée de Saint Menet
13367 Marseille Cedex 11

S & W Associés
8, avenue du Président Wilson
75116 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE
COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE JACQUES BOGART**

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires
Jacques Bogart S.A.
76 - 78, avenue des Champs Elysées
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Jacques Bogart S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion de risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 30 avril 2014

Les commissaires aux comptes

Fidecompta

S & W Associés

Raymond Blancard

Vincent Young

JACQUES BOGART S.A.

COMPTES CONSOLIDÉS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>PAGES</u>
Bilan consolidé	1
Compte de résultat consolidé	2
Etat global des gains et pertes consolidés	3
Tableau d'évolution des capitaux propres consolidés	4
Tableau des flux de trésorerie consolidés	5
Notes annexes aux états financiers consolidés	6 - 32

JACQUES BOGART S.A.**BILAN CONSOLIDE**
(en milliers d'euros)

Actif	Note	31.12.2013	31.12.2012
Actif non courant			
Ecarts d'acquisition	48	17 125	21 528
Immobilisations incorporelles	49-50	6 662	2 235
Immobilisations corporelles	51-52	9 051	9 452
Participations dans les entreprises associées		142	91
Immobilisations financières	54	930	1 016
Actifs financiers non courants	55	756	446
Actifs d'impôt différés	79c	1 836	1 881
Total Actif non courant		36 502	36 649
Actif courant			
Stocks et en-cours	56	33 252	32 664
Créances clients et comptes rattachés	57	22 259	23 695
Autres créances et comptes de régularisation	61	4 731	4 888
Actifs Financiers courants	58	2 891	2 273
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59	25 587	21 442
Impôts sur les résultats		71	1 229
Total Actif courant		88 791	86 191
Actif destiné à la vente	60	-	683
TOTAL ACTIF		125 293	123 523
Passif			
Capitaux propres (part du groupe)			
Capital social	63	1 086	1 086
Réserves		33 745	37 818
Résultat de l'exercice		7 173	7 755
Total capitaux propres (part du groupe)		42 004	46 659
Intérêts minoritaires		75	77
Total Capitaux Propres		42 079	46 736
Passif non courant			
Provisions pour charges à plus d'un an	72	3 048	2 876
Emprunt et dettes financières à plus d'un an	65	28 198	19 627
Emprunt sur location financement à plus d'un an	65	3 206	3 681
Passifs d'impôt différé	79c	329	68
Total passif non courant		34 781	26 252
Passif courant			
Provisions pour charges	72	1 230	1 031
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	65	3 702	1 770
Concours bancaires	65	23 437	24 617
Fournisseurs et comptes rattachés		11 457	11 394
Autres dettes et comptes de régularisation	74	8 132	10 968
Emprunt sur location financement à moins d'un an	65	475	458
Impôt sur les résultats		-	297
Total passif courant		48 433	50 535
TOTAL DU PASSIF		125 293	123 523

JACQUES BOGART S.A.**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**
(en milliers d'euros)

	Note	31.12.2013	31.12.2012
Chiffre d'affaires		85 468	84 204
Autres produits des activités ordinaires		2 846	2 909
Autres produits		4 460	3 242
Matières premières et consommables utilisés		(34 253)	(31 845)
Charges de personnel		(16 758)	(18 183)
Impôts et taxes		(1 006)	(980)
Dotations aux amortissements et provisions		(1 910)	(2 134)
Autres charges		(26 155)	(24 652)
Résultat opérationnel	77	12 693	12 561
Produits financiers		65	39
Coût de l'endettement financier brut		(1 667)	(1 761)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>		(1 602)	(1 722)
Autres produits et charges financières		(185)	56
Résultat financier	78	(1 787)	(1 666)
Résultat avant impôt		10 906	10 895
Impôts sur les bénéfices	79	(3 544)	(2 929)
Résultat net de l'ensemble consolidé		7 361	7 966
Part des intérêts minoritaires		2	-
Société mise en équivalence		(189)	(211)
Résultat net part du groupe		7 173	7 755
Résultat par action (en euros)		10,07	10,88
Résultat dilué par action (en euros)		10,07	10,88

JACQUES BOGART S.A.**ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES**
(en milliers d'euros)

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net consolidé de la période	7 173	7 755
Actifs disponibles à la vente	862	(6 071)
Impôts différés sur les éléments recyclables	(287)	1 996
Eléments recyclables en résultat	575	(4 075)
Gains et pertes actuariels (1)	NS	NS
Impôts différés sur éléments non recyclables (1)	NS	NS
Eléments non recyclables en résultat	-	-
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	7 748	3 680
Dont part des intérêts minoritaires	(2)	-
Dont part du groupe	7 750	3 680

(1) Impact de l'application IAS 19 – R : Non significatif

JACQUES BOGART S.A.**TABLEAU D'EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES**
(en milliers d'euros)

(en milliers euros)	Capital social	Réserve de conversion	Réserves et résultat net	Situation nette
- Capital social de 712 501 actions de € 1,52449 chacune, entièrement libéré	1 086			1 086
- Réserves et report à nouveau	<u> </u>	411	45 951	46 362
Au 1^{er} décembre 2012	<u>1 086</u>	<u>411</u>	<u>45 951</u>	<u>47 448</u>
- Distribution de dividendes			(4 489)	(4 489)
- Variation de la juste valeur			(4 075)	(4 075)
- Mouvements de la réserve de conversion		20		20
- Résultat de l'exercice	<u> </u>	<u> </u>	7 755	7 755
Au 31 décembre 2012	<u>1 086</u>	<u>431</u>	<u>45 142</u>	<u>46 659</u>
- Entrée de périmètre			10	10
- Distribution de dividendes			(12 502)	(12 502)
- Variation de la juste valeur			575	575
- Mouvements de la réserve de conversion		89		89
- Résultat de l'exercice	<u> </u>	<u> </u>	7 173	7 173
Au 31 décembre 2013	<u>1 086</u>	<u>520</u>	<u>40 398</u>	<u>42 004</u>

JACQUES BOGART S.A.**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**
(en milliers d'euros)

	31.12.2013	31.12.2012
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées avant impôts	10 906	10 895
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
▪ Amortissements et provisions	1 323	1 912
▪ Provisions pour risques	356	327
▪ Plus-value de cession sur immobilisations cédées	(2 694)	(991)
▪ Variation d'impôts sur le résultat	(2 557)	(3 627)
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	7 334	8 516
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	<u>(1 768)</u>	<u>6 843</u>
Flux net de trésorerie générée par l'activité	<u>5 566</u>	<u>15 359</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions		
▪ Immobilisations incorporelles	(79)	(411)
▪ Immobilisations corporelles	(979)	(1 057)
▪ Remboursement / (augmentation) d'immobilisations financières	-	(52)
▪ Actifs financiers courants et non courants	(70)	(1 173)
Cessions		
▪ Cession des immobilisations corporelles	-	78
▪ Cession des immobilisations incorporelles	3 098	150
▪ Cession des actifs courants et non courants	16	1 361
▪ Diminution des immobilisations financières	86	-
▪ Incidence des variations de périmètre	-	(5 630)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	<u>2 072</u>	<u>(6 734)</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts	12 253	4 517
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(12 502)	(4 489)
Intérêts minoritaires	(2)	-
Remboursements d'emprunts	<u>(2 207)</u>	<u>(2 547)</u>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	<u>(2 458)</u>	<u>(2 519)</u>
Incidence des variations de cours des devises	146	-
Trésorerie d'ouverture	(3 175)	(9 281)
Trésorerie de clôture	<u>2 150</u>	<u>(3 175)</u>
Variation de trésorerie	<u>5 325</u>	<u>6 106</u>

JACQUES BOGART S.A.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Sauf indication contraire, les informations chiffrées sont fournies en milliers d'euros (K€).

INFORMATIONS GENERALES

1. Jacques Bogart est spécialisé dans la production et la commercialisation de produits de parfumerie et de cosmétique.

L'activité principale du Groupe est l' « activité gros » parfums et cosmétiques.

- Parfums

Les marques Bogart, Ted Lapidus, Carven et Eurolux sont détenues en propre. En outre, le groupe détient les licences de parfums Chevignon, Lee Cooper, Naf Naf et Bugatti.

- Cosmétiques

Les marques Méthode Jeanne Piaubert, Stendhal et Vegetable Garden sont détenues en propre.

Le second domaine d'activité du groupe est l' « activité détail » parfums et cosmétiques réalisée à travers les filiales Athenais SAS en France, April Cosmetics and Perfumes Chain Stores Ltd en Israël, 2 chaînes de parfumerie de détail qui possèdent respectivement 10 et 37 boutiques mais également à travers la filiale Rose de France possédant 2 boutiques dans le sud de la France.

Jacques Bogart est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 76 avenue des Champs Elysées – Paris 8^{ème}.

Jacques Bogart est cotée sur Euronext Paris.

PRINCIPES COMPTABLES

2. En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Jacques Bogart au 31 décembre 2013 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

3. L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

Référentiel IFRS appliqué

4. Les amendements de normes et les interprétations qui entrent en vigueur au 1er janvier 2013 ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013. Il s'agit notamment de :

- IAS 19 révisée – Avantages au personnel
- IAS 1 – Amendement présentation des éléments du résultat global
- Améliorations des normes IFRS (2009-2011) du 17 mai 2012
- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur
- IAS 12 – Amendement impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents
- IFRS 7 – amendement information à fournir – compensation des actifs et des passifs financiers

5. Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et des interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2013.

Utilisation d'estimations

6. Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du Bilan ou Compte de Résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations susceptibles d'impacter les montants qui figurent dans les états financiers et annexes. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour risques et charges, des provisions pour dépréciation des stocks et des impôts différés actifs. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Méthodes de consolidation

7. Les sociétés pour lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantages de ses activités, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu, jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

8. Le groupe consolide par mise en équivalence les entreprises associées dans lesquelles il détient une influence notable. L'influence notable est présumée exister lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou davantage de droits de vote d'une entité, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. La participation dans une entreprise associée est à comptabiliser initialement à son coût, puis sa valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats.

9. Les soldes bilantiels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminées lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains découlant des transactions avec les entreprises mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminés de la même façon que les gains mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Ecarts d'acquisition

10. Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût des titres des sociétés consolidées sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test annuel de dépréciation, même en l'absence d'indicateurs de perte de valeur, pour déterminer si leur valeur comptable n'excède pas leur valeur de recouvrement, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts des ventes et sa valeur d'utilité estimée à partir des flux prévisionnels issus des plans pluriannuels établis sur 5 ans et actualisés à l'infini. Ils sont comptabilisés au coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Le taux d'actualisation retenu est le coût moyen pondéré du capital (WACC) de 8,36% au 31.12.13. Ce taux a été déterminé à partir du taux d'intérêt à long terme correspondant au taux des OAT à 10 ans (2,43%), du taux de rendement attendu par un investisseur dans ce secteur et de la prime de risque propre à l'activité de ce secteur. Le taux de croissance à l'infini retenu est de 1% au 31.12.13.

Les tests de dépréciation s'appuient sur des regroupements d'unités génératrices de trésorerie appréciés au niveau des marques distribuées dans le cadre de l'activité de ventes en gros de parfums et de produits cosmétiques et du réseau de distribution de détail de parfums et de produits cosmétiques.

Les dépréciations des écarts d'acquisition sont définitives.

La variation des taux de +/- 0,5% du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini ne modifie pas la valeur recouvrable au point de la rendre inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations incorporelles

11. Les frais de développement sont intégralement passés en charges, ainsi que les frais relatifs à la propriété industrielle développée en interne par le groupe y compris les frais de premier dépôt, dès lors qu'ils ne répondent pas aux critères cumulatifs pour la constatation d'actifs incorporels générés en interne.

12. Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.
13. Les marques sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et ont une durée d'utilité indéfinie. Elles ne sont pas amorties.

Immobilisations corporelles

14. Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'origine pour le groupe, nets des amortissements et des éventuelles dépréciations.
15. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des diverses catégories d'immobilisations, compte tenu des valeurs résiduelles éventuelles. Les principales durées d'utilisation retenues, afin de rendre homogène l'évaluation des immobilisations corporelles, sont les suivantes :

Constructions	20 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans
Agencements, aménagements	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
Stands	2 à 3 ans

Actifs financiers

16. Les actifs financiers sont constitués de titres de sociétés cotées, de placement à court terme, de valeurs mobilières de placement.
17. Le groupe Jacques Bogart détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Les titres de participations de ces sociétés non consolidées, sont analysés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés initialement au coût d'acquisition puis à chaque clôture, à la juste valeur. La juste valeur correspond au cours de clôture pour les participations cotées et à la valeur de marché estimée pour les participations non cotées. Les variations de juste valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres. Toutefois, une baisse significative ou prolongée de la juste valeur en deçà du coût d'acquisition des titres serait comptabilisée en résultat.
18. Les placements à court terme ou équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Les gains et les pertes de valeur, latents ou réalisés, sont constatés en compte de résultat.

Achats d'immobilisations en crédit-bail

19. Lorsqu'une société du groupe est locataire d'un bien selon un contrat de crédit-bail immobilier présentant les caractéristiques d'une acquisition, la fraction du loyer correspondant à la valeur vénale du bien au début du contrat est immobilisée et amortie selon la méthode ci-dessus, et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan. Les crédits-baux mobiliers sont non significatifs et ne font pas l'objet de retraitements en consolidation. Une information est néanmoins portée en annexe concernant l'engagement hors bilan.

Stocks

20. Les stocks sont valorisés au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur probable de réalisation. Le prix de revient des stocks de matières premières et approvisionnements est déterminé principalement selon les prix d'achat. Cette méthode de valorisation donne des résultats équivalents à ceux qui seraient obtenus avec la méthode premier entré, premier sorti. Le prix de revient des produits finis et semi-finis comprend le prix d'achat de la partie matière, le coût standard pour la main d'œuvre et les frais directs et indirects de production.

21. Les stocks sont valorisés à la clôture de chaque exercice sur la base des quantités inventoriées au 31 décembre de chaque année.

22. Conformément à la norme IAS 38, les articles publicitaires détenus par les filiales de distributions étrangères et remis gratuitement aux clients sont constatés en charges dès leur achat. A l'inverse, les articles publicitaires stockés par les sociétés françaises qui sont soit vendus avec marge, soit remis gratuitement dans le cadre d'accords commerciaux sont stockés.

Créances

23. Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour perte de valeur est pratiquée, au cas par cas, lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

24. La trésorerie dont la variation est expliquée dans le tableau des flux de trésorerie, correspond aux disponibilités, aux valeurs mobilières de placement et aux dépôts à court terme. Les composantes de la trésorerie sont à court terme (inférieur à trois mois) et très liquides et ne présentent pas de risque significatif au niveau de la juste valeur. Les valeurs mobilières de placement sont considérées comme des actifs en juste valeur par contrepartie de résultat ; les dépôts bancaires à court terme et les disponibilités sont considérés comme des prêts et créances et comptabilisés au coût amorti. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan dans les crédits court terme et découverts bancaires.

Actions propres

25. Les actions Jacques Bogart détenues par le groupe sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Conversion des états financiers libellés en devises

26. Les éléments des comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis en euros sur la base du taux de change moyen sur l'exercice de la devise considérée. Les actifs et les passifs des filiales étrangères sont convertis selon les taux de change en vigueur à la clôture de la période. Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des

sociétés étrangères sont comptabilisés directement dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

27. Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base des taux de change en vigueur à la clôture de la période, sauf pour les montants faisant l'objet d'une couverture à terme. Les différences de change résultant de la conversion des éléments en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Investissements permanents dans les filiales

28. Par exception au principe décrit ci-dessus, les différences de change nées de la conversion des créances en devises détenues par la société mère sur des filiales étrangères intégrées globalement sont passées en mouvement de la réserve de conversion lorsqu'elles correspondent à des investissements permanents de la société mère dans ces filiales.

Impôts différés

29. Certains retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés pour les besoins de la consolidation ainsi que les différences temporaires entre les résultats imposables fiscalement et les résultats comptables génèrent des éléments de fiscalité différée. Ces différences, donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés selon l'approche bilantielle, qui consiste à constater un actif ou un passif d'impôt différé sur toute différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal.

30. Les actifs d'impôt différé, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles, des retraitements fiscalisés ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fin d'exercice en fonction des derniers taux d'impôts votés. Ils sont compensés au sein de chaque société ou entité fiscale.

Gestion des risques

31. Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques présentés ci-dessous, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et gestion des risques. La Direction Générale du Groupe veille à la définition et au contrôle de la politique de gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe.

32. Le groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires en devises, principalement sur le dollar américain et supporte donc un risque de change lié à l'évolution du cours de cette devise (28% des ventes totales en 2013). La politique de risques de change de la société vise à couvrir les créances commerciales de l'exercice en dollars américains. La société utilise des contrats de vente à terme. La couverture de change n'est pas systématique.

33. La société détient des actions cotées. Le groupe n'utilise pas d'instruments de couverture pour couvrir ses positions.

34. La société considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Retraites

35. Les engagements de la société en matière de pensions, de compléments de retraite et d'indemnités assimilés sont évalués sur la base d'une estimation actuarielle des droits potentiels acquis par les salariés à la date de clôture et tenant notamment compte de l'ancienneté et de la rotation de ces derniers, conformément à l'IAS 19R et font l'objet d'une provision inscrite au poste « provision pour risques et charges ».

Autres provisions pour risques et charges

36. Les provisions pour risques et charges comptabilisées en fin d'exercice sont destinées à couvrir les risques et charges, nettement précisés dans leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables. Ces provisions sont réévaluées à chaque clôture en fonction de l'évolution de ces risques.

Emprunts

37. Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif.

A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le chiffre d'affaires

38. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé net des remises et taxes sur les ventes. Le chiffre d'affaires inclut principalement des ventes au départ de l'entrepôt vers nos distributeurs et agents et des ventes vers les détaillants pour la part d'activité réalisée par les filiales du groupe.

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée sur la base des conditions de transfert à l'acheteur des principaux risques et avantages inhérents à la propriété du bien.

Evaluation à la juste valeur

39. IFRS 7 requiert une information obligatoire sur la présentation sur trois niveaux de la juste valeur selon que l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1), que son évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (niveau 2) ou s'appuyant sur des données non observables (niveau 3).

40. Le tableau ci-après présente les actifs évalués à leur juste valeur par niveau, le Groupe n'évaluant aucun passif (hors instruments dérivés) à la juste valeur :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers courants et non courants	■		
Valeurs mobilières de placement	■		
Instruments dérivés	■		

Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

41. Le Groupe utilise des contrats de change à terme pour gérer ses risques de change.

42. Les dérivés qui ne sont pas qualifiés d'opérations de couverture sont initialement et ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en « Autres produits financiers » ou « Autres charges financières » au compte de résultat.

Résultat par action

43. Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net du groupe par le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions propres inscrites en diminution des capitaux propres. Le résultat dilué par action est établi à partir du nombre moyen pondéré d'actions majoré du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée, durant l'exercice, des options de souscription existante.

Information sectorielle

44. L'information sectorielle présentée est élaborée à partir de celle utilisée par le management au titre du suivi de l'activité du groupe. Le groupe est organisé et piloté autour de 3 centres de profits : activité gros parfums et cosmétiques, activité détail parfums et cosmétiques, activité licence. Le groupe a une activité internationale et analyse son chiffre d'affaires par zone géographique.

INFORMATIONS RELATIVES AUX PERIMETRES DE CONSOLIDATION

45. Au cours de l'exercice 2013, le périmètre du groupe Jacques Bogart a été modifié comme suit :

La société Parfulux Ltd, société de droit Israélien créée en fin 2012, filiale à 100% de Jacques Bogart International BV, est entrée dans le périmètre de consolidation en 2013 suite au début de son activité.

46. La liste des sociétés consolidées est la suivante :

(a) Par intégration globale

Sociétés françaises

	% d'intérêt	
	31.12.2013	31.12.2012
	Société mère	
Jacques Bogart S.A.		
Parfums Ted Lapidus S.A.S.	100,00	100,00
Société Française de Fabrication de Parfumerie S.A.S.	100,00	100,00
Institut Jeanne Piaubert S.A.S.	100,00	100,00
Jeanne Piaubert S.A.S.	100,00	100,00
Fairtrade S.A.R.L.	99,42	99,42
Stendhal S.A.S.	100,00	100,00
Ted Lapidus S.A.S.	100,00	100,00
Distribal S.A.S.	100,00	100,00
Parfums Jacques Bogart S.A.S.U.	100,00	100,00
Société Française de Fabrication de Cosmétiques S.A.S.	100,00	100,00
Aromalux S.A.S.	100,00	100,00
I.S.D. S.A.S.	100,00	100,00
Athenais S.A.S.	100,00	100,00
Carven Parfums S.A.S.	100,00	100,00
Rose de France S.A.S	100,00	100,00

Sociétés étrangères

	% d'intérêt	
	31.12.2013	31.12.2012
Jacques Bogart Hong Kong Ltd., Hong Kong	100,00	100,00
Parfulux S.A., Belgique	100,00	100,00
Jacques Bogart GmbH, Allemagne	51,00	51,00
Jacques Bogart SPA, Italie	100,00	100,00
Jacques Bogart International BV, Pays-Bas	100,00	100,00
Jacques Bogart Espana S.L., Espagne	100,00	100,00
Jacques Bogart U.K. Ltd. Royaume-Uni	100,00	100,00
April Cosmetics and Perfumes Chain Stores Ltd. Israël	100,00	100,00
Parfulux LTD. Israël	100,00	100,00

(b) Sociétés mises en équivalences

La société Perfumes y Disenos, société de droit espagnol et filiale à 40% de Jacques Bogart Espana, a été mise en équivalence au 31.12.2013 du fait de l'influence notable exercée par cette dernière.

(c) Sociétés non consolidées

La société Jacques Bogart Egypt, for Trade and Industry, SAE Egypt, n'est pas consolidée du fait de l'arrêt de son activité. Les actifs résiduels liés à cette participation ont été provisionnés dans les comptes de la société mère (904 K€).

La société Jacques Bogart Trading Co Ltd, société de droit chinois, a été créée fin 2012, filiale à 100% de Jacques Bogart Hong-Kong Ltd. Cette société n'a pas été consolidée au 31.12.2013 du fait de l'absence d'activité en 2013.

La société Parfulux FZE, société de droit de Dubai, a été créée en 2013, filiale à 100% de Jacques Bogart SA. Cette société n'a pas été consolidée du fait de l'absence d'activité en 2013.

Evolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles et corporelles

47. Les évolutions de la valeur nette des immobilisations incorporelles et corporelles se présentent de la manière suivante :

	<u>Ecart</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Immobilisations</u> <u>Incorporelles</u>	<u>Immobilisations</u> <u>corporelles</u>	<u>Total</u>
Solde au 1 ^{er} janvier 2013	21 528	2 235	9 452	33 215
Changement périmètre				
Autres mouvements	(4 444)*	4 444*	72	72
Acquisitions	41	38	1 026	1 105
Reclassement en actif destiné à la vente				
Cessions	-	(31)	(901)	(932)
Variation des amortissements et provisions	-	(24)	(598)	(622)
Solde au 31 décembre 2013	<u>17 125</u>	<u>6 662</u>	<u>9 051</u>	<u>32 838</u>

* : Au cours de l'exercice 2013, de nouvelles informations ont permis d'affecter les actifs issus du regroupement d'entreprises correspondant à l'acquisition de la société Rose de France en 2012. Ces actifs incorporels sont identifiables et ont été classés en immobilisations incorporelles de la façon suivante :

- 444 K€ de droit au bail
- 3 997 K€ de marque.

Ecarts d'acquisition

48. Les écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

	<u>Valeur brute</u> <u>31.12.2013</u>	<u>Provision</u>	<u>Valeur</u> <u>comptable</u>
April Cosmetics & Perfumes Chain Stores Ltd	4 399	-	4 399
Jacques Bogart International B.V.	3 539	-	3 539
Institut Jeanne Piaubert S.A.S.	2 982	-	2 982
Parfums Ted Lapidus S.A.S.	567	-	567
Fairtrade S.A.R.L.	1 537	(1 537)	0
Ted lapidus S.A.S.	280	-	280
Athenaïs S.A.S.	<u>5 358</u>	<u>-</u>	<u>5 358</u>
Total	<u>18 662</u>	<u>(1 537)</u>	<u>17 125</u>

Immobilisations incorporelles

49. Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations incorporelles s'analysent de la manière suivante :

	<u>31.12.2012</u>	<u>Autres</u> <u>mouvements</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Cession</u>	<u>31.12.2013</u>
Marques*	2 100	3 997	-	-	6 097
Logiciels	886	(1)	38	29	894
Droit au bail	<u>-</u>	<u>444</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>444</u>
Total	<u>2 986</u>	<u>4 440</u>	<u>38</u>	<u>29</u>	<u>7 435</u>

* : Les marques sont composées de la marque Carven pour 2.1 M€ ainsi que de la marque Rose de France pour 4 M€

50. Les mouvements des amortissements des immobilisations incorporelles s'analysent de la manière suivante :

	<u>31.12.2012</u>	<u>Autres</u> <u>mouvements</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Reprise</u>	<u>31.12.2013</u>
Logiciels	<u>752</u>	<u>(3)</u>	<u>52</u>	<u>29</u>	<u>772</u>
Total	<u>752</u>	<u>(3)</u>	<u>52</u>	<u>29</u>	<u>772</u>

Immobilisations corporelles

51. Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

	<u>31.12.2012</u>	Changement Périmètre	Autres Mouvements	Augmentation	Cession	<u>31.12.2013</u>
Terrains	362	-	-	-		362
Constructions	5 347	-	-	-	308	5 039
Agencements boutiques	7 149	-	197	435	132	7 649
Matériel et outillage	10 497	-	-	310	157	10 650
Autres immobilisations corporelles	7 272	-	63	258	257	7 336
Avances et acomptes sur immobilisations	56	-	-	23	47	32
	<u>30 683</u>	<u>-</u>	<u>260</u>	<u>1 026</u>	<u>901</u>	<u>31 068</u>

52. Les mouvements des amortissements des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

	<u>31.12.2012</u>	Changement Périmètre	Autres Mouvements	Dotation	Reprise	<u>31.12.2013</u>
Constructions	909	-	-	249	153	1 005
Agencements boutiques	4 734	-	136	440	123	5 187
Matériel et outillage	9 788	-	-	221	157	9 852
Autres immobilisations corporelles	5 800	-	52	361	240	5 973
	<u>21 231</u>	<u>-</u>	<u>188</u>	<u>1 271</u>	<u>673</u>	<u>22 017</u>

53. Les montants relatifs aux immobilisations achetées en crédit-bail inclus dans les tableaux qui précèdent sont les suivants :

	<u>31.12.2012</u>	Augmentation	Diminution	<u>31.12.2013</u>
Terrains	362	-	-	362
Constructions	<u>4 678</u>	-	-	<u>4 678</u>
Valeur brute	5 040	-	-	5 040
Amortissements cumulés	<u>(487)</u>	(234)	-	<u>(721)</u>
Valeur nette	<u>4 553</u>	<u>(234)</u>	-	<u>4 319</u>

Immobilisations financières

54. Les immobilisations financières sont composées des éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Prêts	40	42
Autres immobilisations financières	<u>890</u>	<u>974</u>
	<u>930</u>	<u>1 016</u>

Actifs financiers non courants

55.		<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	Titres cotés étrangers	521	170
	Titres cotés français	<u>235</u>	<u>276</u>
	Actifs financiers disponibles à la vente	<u>756</u>	<u>446</u>

Stocks

56. Les stocks se décomposent de la manière suivante :

		<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	Matières premières	11 275	11 504
	Marchandises	15 100	15 341
	En-cours de production de biens	498	522
	Produits finis et semi-finis	<u>6 379</u>	<u>5 297</u>
	Total	<u>33 252</u>	<u>32 664</u>

Clients et comptes rattachés

57.		<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	Clients et comptes rattachés	23 582	25 322
	Provision pour dépréciation	<u>(1 323)</u>	<u>(1 627)</u>
	Net	<u>22 259</u>	<u>23 695</u>

Actifs financiers courants

58.		<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	Titres cotés étrangers	<u>2 891</u>	<u>2 273</u>
	Actifs financiers disponibles à la vente	<u>2 891</u>	<u>2 273</u>

Trésorerie et équivalents de trésorerie

59.		<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	Sicav	13 436	15 806
	Comptes bancaires	<u>12 151</u>	<u>5 636</u>
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>25 587</u>	<u>21 442</u>

Les fonds versés par l'acheteur, de 3 M€, lors de la cession du fonds de commerce de la société Jeanne Piaubert le 13 décembre 2013 ont été mis sous séquestre (CARPA) et libérés le 07 février 2014.

Au 31 décembre 2013, ces fonds sous séquestre ont été classés en « équivalents de trésorerie » car ils répondent à la définition qui résultent des recommandations AMF de l'arrêté des comptes 2011 et en application de IFRS 7.

Actifs destinés à la vente

60. Conformément à la norme IFRS 5, le fonds de commerce de la boutique de la société Jeanne Piaubert SAS, était classé en actifs destinés à la vente en 2012 pour 683 K€.

Sur 2013, comme indiqué ci-dessus, cet actif a été cédé pour 3 M€, générant une plus-value de 2 156 K€ avant impôts.

Autres créances et comptes de régularisation

61. Les autres créances et comptes de régularisation comprennent les éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Etat	267	827
T.V.A. à récupérer	1 542	1 143
Avoir à recevoir	457	1 017
Acomptes versés	308	306
Charges constatées d'avance*	1 767	1 504
Divers	<u>390</u>	<u>91</u>
Total	<u>4 731</u>	<u>4 888</u>

* : Les charges constatées d'avance correspondent principalement aux loyers payés d'avance.

Créances à plus d'un an

62. (a) Les échéances des créances au 31 décembre 2013 s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u>		<u>Echéance au 31.12.2013</u>		
	Montant Total	Montant Total	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Créances de l'actif non courant					
Prêts	42	40	-	40	-
Autres immobilisations financières	974	890	-	-	890
Actifs financiers non courants	446	756	-	-	756
Créances de l'actif courant					
Clients et comptes rattachés	23 695	22 259	22 259	-	-
Autres créances et comptes de régularisation	<u>4 888</u>	<u>4 731</u>	<u>4 731</u>	-	-
Total	<u>30 045</u>	<u>28 676</u>	<u>26 990</u>	<u>40</u>	<u>1 646</u>

(b) Les autres immobilisations financières à plus d'un an correspondent à des loyers versés d'avance à titre de caution.

Capital social

63. Au 31 décembre 2013, le capital social était divisé en 712 501 actions ordinaires de € 1,52449 chacune, soit un total de 1 086 201 €.

Actions propres

64. Dans le cadre du programme de rachat d'actions visé par l'Assemblée Générale en date du 14 juin 2012, 165 actions Bogart S.A sont détenues par la société au 31 décembre 2013, soit 0,023% du capital. Les mouvements sur la période se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	Nombre de titres	Valeur d'acquisition
Au 31 décembre 2012	136	28,2
Acquisition	29	6,1
Cession		
Au 31 décembre 2013	165	34,3

Les actions acquises dans ce cadre le sont dans les limites suivantes :

- le prix maximum d'achat est fixé à 230 euros par action, hors frais d'acquisition ;
- le total des actions détenues ne peut dépasser 10% du nombre d'actions composant le capital de la société ;
- le prix de revente ne devra pas être inférieur à 160 euros.

Emprunts et dettes financières

65. Ils s'analysent comme suit :

	31.12.2012	Echéance au 31.12.2013			
	Montant Total	Montant Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Compte courant bloqué	12 500	12 500		12 500	
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 897	7 267	2 270	4 078	920
Emprunts sur acquisitions en crédit-bail	4 139	3 681	475	2 091	1 115
Emprunt Obligataires		12 133	1 431	5 724	4 978
Autres dettes financières	1	1	1	-	-
Concours bancaires courants, intérêts courus	24 617	23 437	23 437	-	-
Total au 31 décembre 2013	<u>50 154</u>	<u>59 019</u>	<u>27 614</u>	<u>24 393</u>	<u>7 013</u>

66. Les emprunts auprès des établissements de crédit correspondent à des dettes libellées en euros et majoritaires à taux variable.

67. La société Jacques Bogart SA a réalisé deux émissions d'emprunts en décembre 2013 destinées à accélérer le développement du groupe (réseau de magasins et développement des marques) :

- Un emprunt obligataire d'un montant total de 5 millions d'euros, au taux annuel fixe de 4.50% l'an, remboursable in fine le 18 décembre 2019. Cet emprunt a été souscrit par un FCP Micado et par une banque. Les obligations sont admises aux négociations sur le marché Alternext de Nyse Euronext à Paris.
- Un emprunt obligataire de 7.5 millions d'euros, portant intérêt au taux Euribor 3 mois augmenté de 1.41389%, remboursable en 5 échéances annuelles égales, le dernier remboursement devant intervenir en décembre 2018. La souscription des OBSAAR a été réservée à des investisseurs qualifiés. Les 6 975 BSAAR attachées aux obligations sont attribuées à un nombre limité de personnes choisies par le conseil d'administration de Bogart SA et donnent droit à l'acquisition d'autant d'actions, l'option pouvant être exercée du 18 décembre 2016 au 18 décembre 2020. Cette émission est effectuée hors du champ de l'offre au public de titres financiers.

Dettes financières assorties de Covenants

68.

Descriptif des covenants	Montant à l'origine	Capital restant dû	Echéance finale
Dettes financières nettes conso / EBIDTA Conso <= 3 Dettes financières nettes conso / Capitaux propres conso <= 1	5 000	5 000	18/12/2019
Dettes financières nettes conso / EBIDTA Conso <= 3 Dettes financières nettes conso / Capitaux propres conso <= 1	7 500	7 500	18/12/2018
Dettes financières nettes conso / EBDTA Conso <= 2 Cash flow libre / Service de la dette >= 1,1	2 500	1 125	10/01/2016

Au 31 décembre 2013, les covenants sont respectés.

69. Le compte courant bloqué correspond à une avance faite par un actionnaire, bloqué sur une période de huit ans et rémunéré et ce jusqu'au 09 juillet 2016.

70. La répartition des emprunts et dettes financières par devise de remboursement est la suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Euros	50 410	41 669
Shekels	<u>8 609</u>	<u>8 485</u>
	<u>59 019</u>	<u>50 154</u>

71. Les augmentations et remboursements des emprunts et des dettes à long terme se présentent de la manière suivante :

	<u>31.12.2012</u>	Nouveaux Emprunts et/ou intérêts courus	Autres Mouvements	Remboursement	<u>31.12.2013</u>
Compte courant bloqué	12 500	-	-	-	12 500
Intérêts sur compte courant bloqué	-	-	1	-	1
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 897	120	-	(1 750)	7 267
Emprunt Obligataire	-	12 133	-	-	12 133
Emprunts sur acquisition en crédit-bail	<u>4 139</u>	-	-	<u>(457)</u>	<u>3 681</u>
	<u>25 536</u>	<u>12 253</u>	<u>1</u>	<u>(2 207)</u>	<u>35 582</u>

Provisions

72. (a) Les mouvements des provisions s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u>	Autres mouvements	Dotation	Reprise	<u>31.12.2013</u>
Provisions pour risques :					
▪ Provisions pour risques fiscaux et sociaux	152	-	103	(11)	244
▪ Indemnités de départ en retraite	2 876	17	276	(121)	3 048
▪ Autres	<u>879</u>	-	<u>108</u>	-	<u>987</u>
	<u>3 907</u>	<u>17</u>	<u>487</u>	<u>(132)</u>	<u>4 279</u>
Provisions pour dépréciation :					
▪ Stocks	5 248	(15)	573	(1 046)	4 760
▪ Clients	1 627	-	99	(403)	1 323
▪ Ecart d'acquisition	1 537	-	-	-	1 537
▪ Autres créances	<u>902</u>	-	-	-	<u>902</u>
	<u>9 314</u>	<u>(15)</u>	<u>672</u>	<u>(1 449)</u>	<u>8 522</u>
Total	<u>13 221</u>	<u>2</u>	<u>1 159</u>	<u>(1 581)</u>	<u>12 801</u>
Résultat opérationnel			1 159	(1 581)	

(b) Les reprises de provisions s'analysent ainsi :

Reprises de provisions devenues sans objet	(44)
Reprises de provisions suite à des consommations	(1 537)

73. Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes pour 2013 :

- Prise en compte des facteurs de rotation de personnel et de mortalité
- Taux annuel de progression des salaires de 2 %
- Age de départ à la retraite de 65 ans
- Taux d'actualisation de 3,17 % (taux Iboxx (AA 10+ du 31 décembre 2013))

Autres dettes et comptes de régularisation

74. Ils s'analysent comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Avances et acomptes	46	85
Dettes fiscales et sociales	4 172	3 782
Avoirs à établir	550	2 438
Produits constatés d'avance	2 682	3 155
Compte courant d'associés	44	196
Solde prix d'acquisition titres Rose de France	-	1 185
Autres	<u>638</u>	<u>127</u>
	<u>8 132</u>	<u>10 968</u>

Instruments financiers

75. Ventilation des actifs et passifs financiers par catégories

Les tableaux ci-dessous présentent les instruments financiers au bilan selon les catégories d'évaluation définies par la norme IAS 39.

En milliers d'euros	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actif disponible à la vente	Prêts et créances ou dettes	Instruments dérivés
<u>Au 31 décembre 2013</u>						
Participations dans les entreprises associées	142	142			142	
Immobilisations financières	930	930			930	
Actifs financiers non courants	756	756		756		
Créances clients et comptes rattachés	22 259	22 259			22 259	
Autres créances et compte de régularisation	4 731	4 731			4 731	
Actifs financiers courants	2 891	2 891		2 891		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 587	25 587			25 587	
Actifs	57 296	57 296	0	3 647	53 649	0
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	28 198	28 198			28 198	
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3 702	3 702			3 702	
Concours bancaires	23 437	23 437			23 437	
Fournisseurs et comptes rattachés	11 457	11 457			11 457	
Autres dettes et comptes de régularisation	8 132	8 132			8 132	
Passifs	74 926	74 926	0	0	74 926	0

En milliers d'euros	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actif disponible à la vente	Prêts et créances ou dettes	Instruments dérivés
Au 31 décembre 2012						
Participations dans les entreprises associées	91	91			91	
Immobilisations financières	1 016	1 016			1 016	
Actifs financiers non courants	446	446		446		
Créances clients et comptes rattachés	23 695	23 695			23 695	
Autres créances et compte de régularisation	4 888	4 888			4 888	
Actifs financiers courants	2 273	2 273		2 273		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 442	21 442			21 442	
Actif destiné à la vente	683	683			683	
Actifs	54 534	54 534	0	2 719	51 815	0
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	19 627	19 627			19 627	
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	1 770	1 700			1 770	
Concours bancaires	24 617	24 617			24 617	
Fournisseurs et comptes rattachés	11 394	11 394			11 394	
Autres dettes et comptes de régularisation	10 968	10 968			10 968	
Passifs	68 376	68 376	0	0	68 376	0

76. Ventilation par méthode de valorisation des actifs et passifs financiers

Les instruments financiers se répartissent de la manière suivante entre les différents niveaux de juste valeur définis par l'amendement de la norme IFRS 7.

En milliers d'euros	Valeur au bilan	Juste valeur	Cotations boursières (niveau 1)	Modèle interne avec paramètres observables (niveau 2)	Cotations privées (niveau 3)
Au 31 décembre 2013					
Participations dans les entreprises associées	142	142		142	
Immobilisations financières	930	930		930	
Actifs financiers non courants	756	756	756		
Créances clients et comptes rattachés	22 259	22 259		22 259	
Autres créances et compte de régularisation	4 731	4 731		4 731	
Actifs financiers courants	2 891	2 891	2 891		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 587	25 587	25 587		
Actifs	57 296	57 296	29 234	28 062	0
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	28 198	28 198		28 198	
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3 702	3 702		3 702	
Concours bancaires	23 437	23 437	23 437		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 457	11 457		11 457	
Autres dettes et comptes de régularisation	8 132	8 132		8 132	
Passifs	74 926	74 926	23 437	51 489	0

En milliers d'euros	Valeur au bilan	Juste valeur	Cotations boursières (niveau 1)	Modèle interne avec paramètres observables (niveau 2)	Cotations privées (niveau 3)
Au 31 décembre 2012					
Participations dans les entreprises associées	91	91		91	
Immobilisations financières	1 016	1 016		1 016	
Actifs financiers non courants	446	446	446		
Créances clients et comptes rattachés	23 695	23 695		23 695	
Autres créances et compte de régularisation	4 888	4 888		4 888	
Actifs financiers courants	2 273	2 273	2 273		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 442	21 442	21 442		
Actif destiné à la vente	683	683		683	
Actifs	54 534	54 534	24 161	30 373	0
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	19 627	19 627		19 627	
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	1 770	1 770		1 770	
Concours bancaires	24 617	24 617	24 617		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 394	11 394		11 394	
Autres dettes et comptes de régularisation	10 968	10 968		10 968	
Passifs	68 376	68 376	24 617	43 759	0

Résultat opérationnel

77. Les charges et produits opérationnels se décomposent de la manière suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Produits opérationnels		
- Chiffre d'affaires	85 468	84 204
- Revenus de licences	2 846	2 909
- Reprises de provisions (hors stocks)	536	464
- Gains liés aux transactions	-	1 159
- Litiges commerciaux	-	3
- Produits de cession des immobilisations	3 548	1 276
- Divers	<u>376</u>	<u>340</u>
Total produits opérationnels	<u>92 774</u>	<u>90 355</u>
Charges opérationnelles		
- Matières premières et consommables utilisées (Provisions sur stocks incluses)	(34 253)	(31 845)
- Charges de personnel	(16 758)	(18 183)
- Impôts et taxes	(1 006)	(980)
- Dotations aux amortissements et provisions (hors stocks)	(1 910)	(2 134)
- Autres achats et charges externes	(25 219)	(24 018)
- Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	(866)	(445)
- Versements sur litiges	-	(93)
- Redressements fiscaux	-	-
- Divers	<u>(69)</u>	<u>(96)</u>
Total charges opérationnelles	<u>(80 081)</u>	<u>(77 794)</u>
Résultat opérationnel	<u>12 693</u>	<u>12 561</u>

Résultat financier :

78. Le résultat financier est composé des éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Intérêts perçus	65	39
Intérêts et charges assimilées	(1 665)	(1 755)
Résultat de change	(226)	(998)
Produits nets de cessions de valeurs mobilières	45	1 424
Charge nette sur cessions de valeurs mobilières	-	(370)
Plus-value sur instrument financiers	-	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(2)	-
Autres charges financières	<u>(4)</u>	<u>(6)</u>
	<u>(1 787)</u>	<u>(1 666)</u>

Impôts sur les résultats

79. (a) La société Jacques Bogart et ses filiales françaises détenues à 95 % au moins ont opté pour le régime d'intégration fiscale de leurs résultats. La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration.

(b) La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Charge d'impôt courant	3 481	3 015
(Crédit)/charges d'impôt différé	<u>63</u>	<u>(86)</u>
Charge d'impôt, nette	<u>3 544</u>	<u>2 929</u>

(c) Les créances et dettes d'impôts différés, calculées sur la base d'un taux de 33,33 % sont essentiellement à court terme et s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u>	Effet de Change	Mouvements 2013	<u>31.12.2013</u>
Sur différences temporaires fiscales	54	-	1	55
Sur retraitements de consolidation	1 568	-	(312)	1 256
Reports déficitaires	<u>191</u>	<u>5</u>	<u>-</u>	<u>196</u>
	<u>1 813</u>	<u>5</u>	<u>(311)</u>	<u>1 507</u>

(d) La réconciliation du taux d'impôt effectif du groupe avec le taux d'impôt standard s'établit comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Résultat avant impôt	10 906	10 895
Impôt sur les résultats, au taux standard de 33,33 %	(3 635)	(3 632)
▪ Impact des crédits d'impôt	280	123
▪ Utilisation de déficits antérieurs non activés	-	-
▪ Effets d'impôt des filiales étrangères	(5)	(76)
▪ Déficit non activés	(556)	(709)
▪ Différences permanentes	449	1 140
▪ Contribution additionnelle	(81)	(66)
▪ Paiement redressements fiscaux	-	-
▪ Cession des titres exonérés	<u>4</u>	<u>291</u>
Impôt sur les résultats effectif	<u>(3 544)</u>	<u>(2 929)</u>

Informations relatives aux parties liées

80. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité,
- les filiales,
- les membres des organes d'administration et direction,
- les personnes ou les membres de la famille proche.

Organes d'administration et direction

81. Les membres des organes d'administration et de direction de la société consolidante ont perçu une rémunération de 389 K€ dans la société Jacques Bogart S.A. et de 127 K€ dans les sociétés contrôlées au titre de leur fonction de direction.

Les rémunérations se décomposent comme suit :

<u>Année 2013 (en milliers d'euros)</u>	<u>Bogart S.A.</u>	<u>Société contrôlée</u>
Traitements, salaires et avantages en nature	389	127
Avantages postérieurs à l'emploi (pensions, retraites,...)	-	-
Avantages à long terme (intéressement, primes différées)	-	-
Indemnité de fin de contrat de travail	-	-
Paiement fondé sur les actions	<u>-</u>	<u>-</u>
Total rémunération	<u>389</u>	<u>127</u>

Transaction avec la société SDV, propriétaire des locaux de la société mère

82. La société SDV et la société Jacques Bogart S.A. ont des dirigeants communs. En application du contrat de location, les loyers, charges et taxes se sont élevés à 1 444 K€ en 2013.

Honoraires d'audit

83.

(En milliers d'euros)	S & W Associés		Fidecompta	
	Montant H.T.	En %	Montant H.T.	En %
Commissariat et certification des comptes individuels et consolidés				
- de l'émetteur	32,9	15 %	21,9	100 %
- de ses filiales intégrées globalement	181,6	85 %	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
- de l'émetteur	-	-	-	-
- de ses filiales intégrées globalement	-	-	-	-
Sous-total audit	214,5	100 %	21,9	100%
Autres prestations rendues par le réseau aux filiales intégrées globalement				
- juridique, fiscal, social	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-
Sous-total autres prestations	-	-	-	-
Total des honoraires 2013	214,5	100 %	21,9	100 %
Total des honoraires 2012	216,3	100 %	20,1	100 %

Effectif moyen employé pendant la période

84.

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
Cadres et agents de maîtrise	164	182
Employés et ouvriers	<u>361</u>	<u>382</u>
Total	<u>525</u>	<u>564</u>

Engagements hors bilan

85. (a) Effets escomptés non échus

Au 31 décembre 2013, le groupe n'avait escompté aucun effet non échus (2013 : 0 K€). Ces derniers sont considérés comme des créances clients et non pas comme des disponibilités.

(b) Opérations sur devises

Au 31 décembre 2013, le montant des engagements sur devises s'élevait à 3 022 KUSD correspondant à des contrats de ventes à terme conclus en couverture de transactions commerciales.

(c) Litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas, et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

(d) Engagements donnés

Au 31 décembre 2013, la société Bogart est engagée principalement auprès d'établissements financiers, sous forme de caution ou de lettres d'intention au profit de ses filiales, pour un montant global de 9 645 K€ et de 41 217 Knis.

La société Bogart S.A. est toujours caution pour les sociétés françaises cédées dans le cadre d'opération de recentrage du groupe Bogart sur les activités de parfums et de cosmétiques dans le cadre d'emprunts et de crédit-bail à hauteur de 4 183 K€ au profit d'établissements bancaires. Les banques ont en effet maintenu les garanties données par la société Jacques Bogart S.A. Cette dernière a obtenu de la société SARIEL S.A.S. le cessionnaire, une lettre d'intention de contre garantie desdits engagements, étant précisé que les banques disposent déjà de garanties hypothécaires et de nantisements des fonds de commerce des sociétés concernées pour les concours qui leur sont consentis.

Informations par secteur d'activité

86.

	Activité gros Parfums cosmétiques	Activité détail Parfums cosmétiques	Activité licence	Total
<u>Solde au 31 décembre 2013</u> <i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires net	44.9	40.6	-	85.5
Produits de licence	-	-	2.8	2.8
Résultat opérationnel	8.1	2.6	2.0	12.7
Actifs des secteurs	89.6	33.4	2.3	125.3
Passifs des secteurs	61.4	21.6	0.2	83.2
Investissements en immobilisations corporelles	0.5	0.5	0.0	1.0
Amortissements des immobilisations corporelles	13.6	8.4	0.0	22.0
Charge d'impôt	2.5	0.4	0.7	3.5
Charge d'intérêt	1.2	0.5	-	1.7
<u>Solde au 31 décembre 2012</u> <i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires net	48.2	35.9	0.1	84.2
Produits de licences	-	-	2.9	2.9
Résultat opérationnel	7.3	3.1	2.1	12.5
Actifs des secteurs	87.2	33.7	2.6	123.5
Passifs des secteurs	53.8	22.7	0.3	76.8
Investissements en immobilisations corporelles	0.7	0.4	-	1.1
Amortissements des immobilisations corporelles	13.3	7.9	-	21.2
Charge d'impôt	1.8	0.3	0.8	2.9
Charge d'intérêt	1.2	0.6	-	1.8

Informations par zone géographique

87. Les chiffres présentés ci-dessous pour chaque zone géographique sont relatifs aux sociétés implantées dans cette zone. Ils ne traduisent pas l'importance des marchés.

	<u>France</u>	<u>Europe</u> ① Hors France	<u>Asie</u>	<u>Total</u>
<u>Solde au 31 décembre 2013</u> (en millions d'euros)				
Chiffre d'affaires net	46.3	37.9	1.3	85.5
Produits de licences	2.8	-	-	2.8
Résultat opérationnel	8.6	4.4	(0.1)	12.7
Actifs des secteurs	91.6	32.9	0.8	125.3
Passifs des secteurs	66.3	16.8	0.1	83.2
Investissements en immobilisations corporelles	0.5	0.5	0.0	1.0
Amortissements des immobilisations corporelles	13.4	8.4	0.2	22.0
Charge d'impôt	3.3	0.2	0.0	3.5
Charge d'intérêt	1.2	0.5	-	1.7
<u>Solde au 31 décembre 2012</u> (en millions d'euros)				
Chiffre d'affaires net	45.7	36.7	1.5	83.9
Produits de licences	2.9	-	-	2.9
Résultat opérationnel	9.4	2.9	0.2	12.5
Actifs des secteurs	90.0	32.2	1.1	123.3
Passifs des secteurs	60.6	16.0	0.1	76.7
Investissements en immobilisations corporelles	0.8	0.3	-	1.1
Amortissements des immobilisations corporelles	13.1	7.8	0.2	21.1
Charge d'impôt	2.7	0.2	-	2.9
Charge d'intérêt	1.1	0.7	-	1.8

① Y compris Israël et la Turquie

88. Le chiffre d'affaires par importance des marchés se décompose comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
France	15	12
Europe ① (Hors France)	43	42
Moyen-Orient / Russie	13	14
Amérique	11	12
Asie	2	3
Afrique	<u>1</u>	<u>1</u>
	<u>85</u>	<u>84</u>

① *Y compris Israël et la Turquie*

JACQUES BOGART S.A.

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2013

Fidecompta
Montée de Saint Menet
13367 Marseille Cédex 11

S & W Associés
8, avenue du Président Wilson
75116 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires
Jacques Bogart S.A.
76 - 78, avenue des Champs Elysées
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **Jacques Bogart S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et provisions pour risques et charges

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société pour l'évaluation des écarts d'acquisitions, des immobilisations incorporelles et des provisions pour risques et charges telles que respectivement décrites dans les notes 10 à 13, 72 et 73 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces éléments et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 30 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

Fidecompta

S & W Associés

Raymond Blancard

Vincent Young

JACQUES BOGART S.A.

COMPTES ANNUELS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>PAGES</u>
Bilan	1 - 2
Compte de résultat	3 - 4
Tableau d'évolution de la situation nette	5
Tableau des flux de trésorerie	6
Annexe aux comptes annuels	7 - 23

JACQUES BOGART S.A.**BILAN ACTIF**

Au 31 décembre 2013

ACTIF	31.12.2013		31.12.2012	
	Montants Bruts €	Amortissements ou provisions pour dépréciation €	Montants nets €	Montants Nets €
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions et droits similaires	<u>2 278 306</u>	<u>153 907</u>	<u>2 124 399</u>	<u>2 144 426</u>
Total immobilisations incorporelles	<u>2 278 306</u>	<u>153 907</u>	<u>2 124 399</u>	<u>2 144 426</u>
Immobilisations corporelles :				
Constructions	152 449	144 868	7 581	15 203
Autres immobilisations corporelles	<u>1 202 864</u>	<u>584 975</u>	<u>617 889</u>	<u>662 276</u>
Total immobilisations corporelles	<u>1 355 313</u>	<u>729 843</u>	<u>625 470</u>	<u>677 479</u>
Immobilisations financières :				
Participations	78 951 295	53 798 029	25 153 266	24 587 778
Prêts	8 714	-	8 714	260 959
Autres immobilisations financières	<u>689 700</u>	-	<u>689 700</u>	<u>689 251</u>
Total immobilisations financières	<u>79 649 709</u>	<u>53 798 029</u>	<u>25 851 680</u>	<u>25 537 988</u>
Total actif immobilisé	<u>83 283 328</u>	<u>54 681 779</u>	<u>28 601 549</u>	<u>28 359 893</u>
Actif circulant :				
Avances et acomptes sur commandes	79 128	-	79 128	5 216
Créances clients et comptes rattachés	534 090	-	534 090	1 141 334
Autres créances	30 585 531	2 985 689	27 599 840	24 169 150
Valeurs mobilières de placement	13 700 355	-	13 700 355	12 575 049
Disponibilités	417 947	-	417 947	801 267
Charges constatées d'avance	492 484	-	492 484	531 248
Frais d'émission d'emprunt à étaler	<u>367 225</u>	-	<u>367 225</u>	-
Total actif circulant	<u>46 176 760</u>	<u>2 985 689</u>	<u>43 191 069</u>	<u>39 223 264</u>
Ecarts de conversion - actif	<u>172 218</u>	-	<u>172 218</u>	<u>151 941</u>
Total de l'actif	<u>129 632 306</u>	<u>57 667 467</u>	<u>71 964 836</u>	<u>67 735 098</u>

JACQUES BOGART S.A.**BILAN PASSIF**

Au 31 décembre 2013

PASSIF	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Capitaux propres :		
Capital social	1 086 201	1 086 201
Réserves :		
Réserve légale	108 620	108 620
Autres réserves	17 693 341	24 239 868
Résultat net de l'exercice	<u>7 821 411</u>	<u>5 955 479</u>
Situation nette	<u>26 709 573</u>	<u>31 390 168</u>
Provisions pour risques	<u>7 560 190</u>	<u>7 623 313</u>
Total provisions pour risques et charges	<u>7 560 190</u>	<u>7 623 313</u>
Dettes :		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 678 308	9 321 348
Dettes financières diverses	12 947 434	12 947 225
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	414 877	350 691
Dettes fiscales et sociales	915 897	1 158 145
Autres dettes	1 056 316	1 814 925
Produits constatés d'avance	<u>2 682 242</u>	<u>3 129 283</u>
Total dettes	<u>37 695 073</u>	<u>28 721 617</u>
Ecart de conversion - passif	-	-
Total du passif	<u>71 964 836</u>	<u>67 735 098</u>

JACQUES BOGART S.A.**COMPTE DE RESULTAT**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	€	€
Produits d'exploitation :		
Production vendue de services	<u>9 170 258</u>	<u>9 417 768</u>
Chiffre d'affaires, net	9 170 258	9 417 768
Autres produits de gestion courante	<u>566 799</u>	<u>89 434</u>
Total produits d'exploitation	<u>9 737 057</u>	<u>9 507 202</u>
Charges d'exploitation :		
Autres achats et charges externes	5 082 632	4 710 205
Impôts, taxes et versements assimilés	204 645	219 227
Salaires et traitements	2 701 372	2 954 170
Charges sociales	1 149 054	1 286 737
Dotations d'exploitation aux amortissements et provisions	97 073	96 728
Autres charges de gestion courante	<u>23 736</u>	<u>72</u>
Total charges d'exploitation	<u>9 258 512</u>	<u>9 267 139</u>
Résultat d'exploitation – bénéfice	<u>478 546</u>	<u>240 063</u>
Produits financiers :		
Produits financiers de participations	8 319 500	8 390 952
Intérêts et produits assimilés	680 774	810 591
Différences positives de change	402	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	19 864	15 832
Reprises sur provisions	1 730 549	174 832
Autres produits financiers	<u>957</u>	<u>-</u>
Total produits financiers	<u>10 752 046</u>	<u>9 392 207</u>

JACQUES BOGART S.A.**COMPTE DE RESULTAT (suite)**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	€	€
Charges financières :		
Intérêts et charges assimilées	566 021	577 144
Différences négatives de change	4 105	3 813
Dotations aux provisions	<u>3 915 930</u>	<u>3 902 353</u>
Total charges financières	<u>4 486 056</u>	<u>4 483 310</u>
Résultat financier - profit	<u>6 265 990</u>	<u>4 908 897</u>
Résultat courant avant impôts - profit	<u>6 744 535</u>	<u>5 148 960</u>
Produits exceptionnels :		
Opérations de gestion	-	-
Opérations en capital	466 038	1 816 363
Reprises sur provisions	<u>1 627 881</u>	<u>120 340</u>
Total produits exceptionnels	<u>2 093 919</u>	<u>1 936 703</u>
Charges exceptionnelles :		
Opérations de gestion	62 532	428 391
Dotation aux provisions	<u>1 544 480</u>	<u>1 839 967</u>
Total charges exceptionnelles	<u>1 607 012</u>	<u>2 268 358</u>
Résultat exceptionnel (Perte)	<u>486 907</u>	<u>(331 655)</u>
Résultat avant impôts	7 231 442	4 817 305
Impôt sur les bénéfices (charge)/produit	<u>589 969</u>	<u>1 138 174</u>
Résultat net de l'exercice - bénéfice	<u>7 821 411</u>	<u>5 955 479</u>

JACQUES BOGART S.A.

TABLEAU D'EVOLUTION DE LA SITUATION NETTE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Capital social €	Réserve légal €	Autres réserves €	Résultat net de l'exercice €	Situation nette €
. Capital social de 712 501 actions de € 1.52449 chacune entièrement libérées	1 086 201				1 086 201
. Réserves et report à nouveau Au 1 ^{er} janvier 2012	<u>1 086 201</u>	<u>108 620</u>	<u>22 471 294</u>	<u>6 257 330</u>	<u>28 837 244</u>
		<u>108 620</u>	<u>22 471 294</u>	<u>6 257 330</u>	<u>29 923 445</u>
. Affectation résultat 2011			1 768 574	(1 768 574)	0
. Distribution de dividendes				(4 488 756)	(4 488 756)
. Résultat de l'exercice 2012				<u>5 955 479</u>	<u>5 955 479</u>
Au 31 décembre 2012	<u>1 086 201</u>	<u>108 620</u>	<u>24 239 868</u>	<u>5 955 479</u>	<u>31 390 168</u>
. Affectation résultat 2012			5 955 479	(5 955 479)	0
. Distribution de dividendes				(12 502 006)	(12 502 006)
. Résultat de l'exercice 2013				<u>7 821 411</u>	<u>7 821 411</u>
Au 31 décembre 2013	<u>1 086 201</u>	<u>108 620</u>	<u>17 693 341</u>	<u>7 821 411</u>	<u>26 709 573</u>

JACQUES BOGART S.A.**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net	7 821 411	5 955 479
Dotations aux amortissements	97 073	96 728
Dotations nettes aux provisions	2 882 923	4 643 477
Plus-value de cession sur opération de leaseback	-	-
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	<u>10 801 407</u>	<u>10 695 684</u>
(Augmentation)/Diminution des acomptes versés sur commandes	(73 912)	(5 974)
(Augmentation)/Diminution des créances clients et comptes rattachés	607 243	36 641
Augmentation/(Diminution) des dettes fournisseurs	64 186	(67 162)
(Augmentation)/Diminution des autres créances	(3 833 460)	1 844 663
Augmentation/(Diminution) des autres dettes	(1 279 266)	794 592
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	<u>(4 515 209)</u>	<u>2 602 760</u>
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	<u>6 286 198</u>	<u>13 298 444</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26 598)	(66 298)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 561	
Acquisitions d'immobilisations financières	(3 266 417)	(2 905 029)
Remboursement et cessions d'immobilisations financières	256 842	723 737
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	<u>(3 034 612)</u>	<u>(2 247 590)</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursements emprunts	(1 142 857)	(1 142 857)
Nouveaux emprunts	12 500 000	-
Frais emprunts activés	(367 225)	
Dividendes distribués	(12 502 006)	(4 488 756)
Augmentation dettes financières diverses	209	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	<u>(1 511 879)</u>	<u>(5 631 613)</u>
VARIATION DE TRESORERIE		
Trésorerie d'ouverture	7 375 303	1 956 062
Trésorerie de clôture	<u>9 115 010</u>	<u>7 375 303</u>
VARIATION DE TRESORERIE	<u>1 739 707</u>	<u>5 419 241</u>

JACQUES BOGART S.A.**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS****Au 31 décembre 2013**Evènements de l'exercice

La société a souscrit en décembre 2013 deux emprunts obligataires : Un emprunt Micado/Palatine de 5 millions d'euros remboursable à 6 ans in fine, ainsi qu'un emprunt OBSAAR de 7,5 millions d'euros remboursable sur 5 ans.

Transactions avec les parties liées

1. La société n'a pas identifié de transactions d'importances significatives et non conclus à des conditions de marché avec les principaux actionnaires et les membres du Conseil d'administration.

Principes comptables

2. (a) Les comptes sont préparés suivant la méthode du coût historique dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, d'image fidèle, de continuité d'activité, de régularité et sincérité, de comparabilité et permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre. Ils sont établis conformément aux dispositions des articles L.123-12 à L.123-28 du Code de commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du Plan Comptable Général 2005 (CRC n° 99-03 du 29 avril 1999 modifié).

Les principes comptables les plus importants retenus pour la préparation de ces comptes annuels sont les suivants :

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels informatiques. Ils sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

Les frais initiaux de dépôts de marque ainsi que les frais de renouvellement de protection de marques sont comptabilisés en charge.

(c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties, suivant la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation estimée. Les principaux taux utilisés sont les suivants :

	<u>Méthode et %</u>	<u>Nombre d'années</u>
Construction	Linéaire 5 %	20 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire 15 %	6 ans 2/3
Installations générales, agencements et aménagements divers	Linéaire 10 %	10 ans
Matériel de transport	Linéaire 20 %, 33,33 %	3 ou 5 ans
Matériel de bureau et matériel informatique, mobilier	Linéaire 10, 20 ou 33,33 %	10, 5 ou 3 ans

(d) Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont valorisés à leur coût d'acquisition, ou à leur valeur d'usage lorsqu'elle est inférieure. Cette dernière est déterminée en fonction de la rentabilité et des perspectives de développement des sociétés considérées, et plus généralement par référence aux objectifs poursuivis lors de leur acquisition ou leur création. De façon générale, les pertes encourues au cours des premières années d'exploitation par les filiales nouvellement créées ou rachetées sont considérées comme la contrepartie normale du développement des marques et du réseau. En cas de persistance des pertes au-delà de cette période initiale, des provisions sont constituées de façon à ramener la valeur nette des titres à leur valeur de mise en équivalence, compte tenu des survaleurs éventuellement payées en cas de rachat.

(e) Créances et dettes en devises étrangères

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base des taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, sauf pour les montants faisant l'objet d'une couverture à terme. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites à l'actif du bilan lorsqu'elles correspondent à une perte latente et au passif lorsqu'elles correspondent à un gain latent. Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat de l'exercice. Les pertes latentes, non compensées par une couverture de change, font l'objet d'une provision pour risques.

(f) Charges à répartir sur plusieurs exercices sur frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission d'emprunts bancaires sont répartis sur la durée des emprunts au prorata de leur remboursement.

(g) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur probable de négociation si elle est inférieure. Cette dernière est estimée par référence à la valeur liquidative à la clôture de l'exercice pour les S.I.C.A.V. et les certificats de dépôt. Pour les actions cotées, elle est établie sur la base de la moyenne des cours du dernier mois précédent la clôture de l'exercice.

(h) Retraites

Les engagements de la société en matière de pensions, de compléments de retraite et d'indemnités assimilés sont évalués sur la base d'une estimation actuarielle des droits potentiels acquis par les salariés à la date de clôture et tenant notamment compte de l'ancienneté et de la rotation de ces derniers, et font l'objet d'une information en annexe des comptes.

Immobilisations

3. (a) Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u>	<u>Augmentations</u>	<u>Diminutions</u>	<u>31.12.2013</u>
	€	€	€	€
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Concessions et droits similaires	<u>2 303 974</u>	<u>3 090</u>	<u>(28 758)</u>	<u>2 278 306</u>
Total immobilisations incorporelles	<u>2 303 974</u>	<u>3 090</u>	<u>(28 758)</u>	<u>2 278 306</u>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Constructions	152 449			152 449
Autres immobilisations corporelles	<u>1 254 066</u>	<u>23 508</u>	<u>(74 711)</u>	<u>1 202 863</u>
Total immobilisations corporelles	<u>1 406 515</u>	<u>23 508</u>	<u>(74 711)</u>	<u>1 355 312</u>
<u>Immobilisations financières</u>				
Participations	75 689 924	3 261 371		78 951 295
Prêts	260 959	900	(253 145)	8 714
Autres immobilisations financières	<u>689 251</u>	<u>4 207</u>	<u>(3 758)</u>	<u>689 700</u>
Total immobilisations financières	<u>76 640 134</u>	<u>3 266 478</u>	<u>(256 903)</u>	<u>79 649 709</u>
Total	<u>80 350 623</u>	<u>3 293 076</u>	<u>(360 372)</u>	<u>83 283 327</u>

(b) Les mouvements des amortissements et des provisions des immobilisations incorporelles et corporelles s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u>	<u>Dotations</u>	<u>Diminutions</u>	<u>31.12.2013</u>
	€	€	€	€
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Concessions et droits similaires	<u>159 548</u>	<u>23 117</u>	<u>(28 757)</u>	<u>153 907</u>
Total immobilisations incorporelles	<u>159 548</u>	<u>23 117</u>	<u>(28 757)</u>	<u>153 907</u>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Constructions	137 246	7 622		144 868
Autres immobilisations corporelles	<u>591 790</u>	<u>66 334</u>	<u>(73 149)</u>	<u>584 975</u>
Total immobilisations corporelles	<u>729 036</u>	<u>73 956</u>	<u>(73 149)</u>	<u>729 843</u>
Total	<u>888 584</u>	<u>97 073</u>	<u>(101 906)</u>	<u>883 750</u>

Participations

4. Les participations se décomposent de la façon suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Parfums Ted Lapidus S.A.S.	3 264 299	3 264 299
Société Française de Fabrication de Parfumerie S.A.S.	462 774	462 774
Institut Jeanne Piaubert S.A.S.	6 683 328	6 683 328
Jeanne Piaubert S.A.S.	13 497 284	13 497 284
Fairtrade S.A.R.L.	6 178 759	6 178 759
Stendhal S.A.S.	25 550 622	23 292 098
Ted Lapidus S.A.S.	609 339	609 339
Distribal S.A.S.	1 182 000	1 022 000
Jacques Bogart International BV (Hollande)	5 874 506	5 874 506
Jacques Bogart Hong Kong Ltd (H.K.)	12 585	12 585
Parfulux S.A. (Belgique)	1 670 697	1 449 414
Jacques Bogart GmbH (Allemagne)	2 132 582	2 132 582
Jacques Bogart Srl (Italie)	3 975 545	3 528 982
Jacques Bogart Espana S.L.	1 209 020	1 209 020
Jacques Bogart U.K. Ltd	41 315	41 315
Parfums Jacques Bogart S.A.S.U.	534 600	534 600
Jacques Bogart Egypt Co Ltd	53 303	53 303
Aromalux S.A.S.	1 115 000	1 115 000
I.S.D. S.A.S.	78 737	78 737
Athenaïs S.A.S.	4 500 000	4 500 000
Carven Parfums S.A.S.	<u>325 000</u>	<u>150 000</u>
Valeur brute	78 951 295	75 689 924
Provision pour dépréciation	<u>(53 798 029)</u>	<u>(51 102 146)</u>
Valeur nette	<u>25 153 266</u>	<u>24 587 778</u>

Prêts

5. Ce poste comprend les prêts consentis à des sociétés liées :

Libellé	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Prêts aux filiales étrangères	—	<u>250 000</u>
Total prêts aux entreprises liées	—	<u>250 000</u>
Prêts au personnel	900	—
Avances permanentes	<u>7 814</u>	<u>10 959</u>
Total autres prêts	<u>8 714</u>	<u>10 959</u>
Total prêts valeur nette	<u>8 714</u>	<u>260 959</u>

Autres immobilisations financières

6. Ce poste est composé des éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Titres immobilisés	283 676	286 473
Dépôts et cautionnements versés	<u>406 024</u>	<u>402 778</u>
	<u>689 700</u>	<u>689 251</u>

Créances

7. (a) Les échéances des créances au 31 décembre 2013 s'analysent de la façon suivante :

	<u>Montant total</u>	<u>Echéance</u>	
		<u>A moins d'un an</u>	<u>A plus d'un an</u>
	€	€	€
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts	8 714	-	8 714
Autres immobilisations financières	689 700	-	689 700
Créances de l'actif circulant :			
Clients et comptes rattachés entreprises liées	534 090	534 090	-
Autres créances	30 585 531	30 585 531	-
Charges constatées d'avance	<u>492 483</u>	<u>492 483</u>	-
Total	<u>32 310 518</u>	<u>31 612 104</u>	<u>698 414</u>

Prêts accordés en cours de période : € 900

Prêts remboursés en cours de période : € 253 145

(b) Le poste "Autres créances, net" se décompose ainsi :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Créances sur filiales françaises	26 195 524	22 247 678
Créances sur filiales étrangères	<u>4 154 261</u>	<u>4 023 102</u>
	30 349 785	26 270 780
Provisions et dépréciations	<u>(2 985 689)</u>	<u>(3 466 469)</u>
Créances sur entreprises liées, net	27 414 096	22 804 311
IS	70 692	1 228 695
T.V.A.	52 958	118 005
Autres, net	<u>62 094</u>	<u>18 139</u>
Total	<u>27 599 840</u>	<u>24 169 150</u>

Produits à recevoir rattachés aux postes de créances

8. Les produits à recevoir rattachés aux postes de créances s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Créances clients et comptes rattachés :		
Prestations de services à facturer	526 976	1 123 065
Autres créances :		
Avoirs à obtenir	<u>203</u>	<u>2 157</u>
Total	<u>527 179</u>	<u>1 125 222</u>

Valeurs mobilières de placement

9. (a) Les valeurs mobilières de placement s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Titres cotés étrangers	2 378 875	2 309 014
Actions Jacques Bogart	34 269	28 219
Sicav	<u>11 287 212</u>	<u>10 237 816</u>
Total	<u>13 700 356</u>	<u>12 575 049</u>

(b) Au 31 décembre 2013, la valeur liquidative du portefeuille de valeurs mobilières de placement s'élevait à € 13 440 517 (2012 : € 12 555 426).

Charges constatées d'avance

10. Les charges constatées d'avance se décomposent de la façon suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Honoraires	-	45 000
Entretien	17 550	26 642
Locations	439 164	438 358
Assurances	3 269	2 786
Divers	<u>32 500</u>	<u>18 462</u>
	<u>492 483</u>	<u>531 248</u>

Capital social

11. Au 31 décembre 2013, le capital social était divisé en 712 501 actions ordinaires de € 1,52449 chacune, soit un total de € 1 086 201.

Provisions

12. Les mouvements des provisions s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2012</u> €	<u>Dotations</u> €	<u>Reprise sans</u> <u>consommation</u> €	<u>Reprise suite à</u> <u>des consommations</u> €	<u>31.12.2013</u> €
<u>Provisions pour risques</u>					
Perte de change	151 941	172 218	151 941	-	172 218
Risques sur filiales	5 660 373	1 289 253	1 627 881	-	5 321 745
Risques fiscaux	-	-	-	-	-
Risques reversement IS	1 752 007	205 900	-	-	1 957 907
Risques divers	<u>58 992</u>	<u>49 328</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>108 320</u>
Total provisions pour risques	<u>7 623 313</u>	<u>1 716 699</u>	<u>1 779 822</u>	<u>-</u>	<u>7 560 190</u>
<u>Autres provisions</u>					
Immobilisations financières	51 102 146	3 491 089	795 206	-	53 798 029
Autres créances	<u>3 516 469</u>	<u>252 623</u>	<u>783 403</u>	<u>-</u>	<u>2 985 689</u>
Total autres provisions	<u>54 618 615</u>	<u>3 743 712</u>	<u>1 578 609</u>	<u>-</u>	<u>56 783 718</u>
Total provisions	<u>62 241 928</u>	<u>5 460 413</u>	<u>3 358 431</u>	<u>-</u>	<u>64 343 908</u>
Dont :					
Résultat financier		3 915 930	1 730 549		
Résultat exceptionnel		1 544 480	1 627 881		

Dettes

13. (a) Les échéances des dettes au 31 décembre 2013 s'analysent de la façon suivante :

	31.12.2012	Montant Total	Echéance 31.12.2013		
			A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
	€	€	€	€	€
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :					
. concours bancaires courants et Soldes créditeurs	6 001 013	5 003 293	5 003 293	-	-
. emprunts souscrits auprès d'établissements de crédit	3 320 335	14 675 015	2 648 230	7 026 785	5 000 000
Compte courant bloqué	12 500 000	12 500 000	-	12 500 000	-
Dettes financières diverses	447 225	447 434	447 434	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	350 691	414 877	414 877	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 158 145	915 897	915 897	-	-
Autres dettes	1 814 925	1 056 317	1 056 317	-	-
Produits constatés d'avance	3 129 283	2 682 242	2 682 242	-	-
Total	<u>28 721 617</u>	<u>37 695 075</u>	<u>13 336 921</u>	<u>19 526 785</u>	<u>5 000 000</u>

Emprunts souscrits en cours de période : € 12 500 000

Emprunts remboursés en cours de période : € 1 142 857

(b) Les dettes représentées par des effets de commerce au 31 décembre 2013 s'élèvent à € 0 (2012 : € 0).

(c) Le compte courant bloqué correspond à une avance faite par un actionnaire bloqué sur une période de 8 ans et rémunéré et ce jusqu'au 9 juillet 2016.

Autres dettes

14. Les autres dettes s'analysent de la manière suivante :

	31.12.2013	31.12.2012
	€	€
Compte courant d'associés	-	152 755
Comptes courants	851 008	1 209 628
Avoirs à établir	201 722	452 542
Autres dettes	<u>3 587</u>	-
Total	<u>1 056 317</u>	<u>1 814 925</u>
<u>Charges à payer rattachées aux postes de dettes</u>		

15. Les charges à payer rattachées aux postes de dettes s'analysent de la façon suivante :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 665	8 848
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 989	94 815
Dettes fiscales et sociales	580 203	651 578
Autres dettes	<u>2 358</u>	<u>-</u>
Total	<u>775 215</u>	<u>755 241</u>

Chiffre d'affaires

16. Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Chiffre d'affaires services :		
France	<u>9 170 258</u>	<u>9 417 768</u>
	<u>9 170 258</u>	<u>9 417 768</u>

Produits financiers

17. Les produits financiers de participation sont constitués des principaux éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Dividendes perçus concernant les entreprises liées	<u>8 319 500</u>	<u>8 390 952</u>
Total	<u>8 319 500</u>	<u>8 390 952</u>

18. Les intérêts et produits assimilés sont constitués des principaux éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Intérêts concernant les entreprises liées	<u>680 774</u>	<u>810 591</u>
Total	<u>680 774</u>	<u>810 591</u>

19. Les reprises sur provision financières sont constituées des principaux éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Perte de change	151 941	173 250
Reprise de provisions sur filiales étrangères	<u>1 578 609</u>	<u>1 581</u>
Total	<u>1 730 549</u>	<u>174 831</u>

Charges financières

20. Les intérêts et charges assimilés sont constitués des principaux éléments suivants :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Intérêts sur compte courant LDJ	254 917	256 998
Intérêts versés aux établissements de crédit Divers	311 105	320 032
Divers	<u>-</u>	<u>114</u>
Total	<u>566 021</u>	<u>577 144</u>

Produits et charges exceptionnels

21. Les produits et les charges exceptionnels sur opérations de gestion et de capital sont constitués des éléments :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Transactions sur litige prud'homal	-	(57 429)
Etalement de la plus-value sur l'opération de leaseback	449 840	455 540
Produit de cessions sur immobilisations financières	16 198	1 360 823
Notification contrôle fiscal	-	-
(Dotations)/Reprise provision reversement I.S.	(205 900)	(306 998)
(Dotations)/Reprise provision pour risques litiges fiscaux	-	89 685
(Dotations)/Reprise sur provisions filiales situation nette négative	338 627	(1 468 774)
(Dotations)/Reprise litige prud'hommes	(49 327)	-
VNC des immobilisations financières cédées	(3 697)	(369 667)
Autres	<u>(58 835)</u>	<u>(34 835)</u>
	<u>486 907</u>	<u>(331 655)</u>

Impôts sur les bénéfices

22. (a) La réconciliation du taux d'impôt de l'exercice s'analyse comme suit :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Impôt théorique au taux de 33, 1/3 % sur le résultat comptable avant impôt	(2 410 481)	(1 605 609)
Effet d'impôt des différences permanentes :		
Dividendes (y compris Q.P. frais et charges)	2 773 167	2 796 981
Provisions non déductibles	(726 505)	(1 314 875)
Produits non imposables	19 090	330 092
Charges non déductibles	(77 124)	(46 553)
Effet d'impôt des différences temporaires	<u>3 914</u>	<u>(3 785)</u>
Impôt au taux de 33 1/3% sur le résultat fiscal	(417 938)	156 251
Contributions	(53 402)	(22 476)
Effet de l'intégration fiscale	1 036 409	986 073
Effet crédit d'impôt dons	4 200	-
Effet crédit d'impôt recherche	<u>20 700</u>	<u>18 326</u>
Produit/(charge) d'impôt sur les bénéfices	<u>589 969</u>	<u>1 138 174</u>

(b) La société et ses filiales françaises détenues à 95 % ou plus à l'ouverture de l'exercice ont opté pour le régime d'intégration fiscale de leurs résultats taxables. La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration. Les économies d'impôts réalisées par le groupe fiscal et liées à l'utilisation de déficits sont constatées en produit chez la société mère. Le montant des économies d'impôts réalisées par la société mère, liées à l'utilisation de déficits de sociétés ayant réalisé des déficits et susceptibles de devenir bénéficiaires s'élève à un montant de K€uros 1 958 au 31 décembre 2013. Ce montant est provisionné dans les comptes de la société mère en provision pour risques. Pour les sociétés filiales françaises, structurellement déficitaires, aucune provision n'est constituée pour couvrir les économies d'impôts évaluées à un montant de K€uros 8 156 réalisées par la société mère sur les déficits utilisés de ses filles du fait du caractère non probable de reversement.

(c) L'analyse de l'impôt sur les sociétés se présente ainsi au 31 décembre 2013 :

	<u>31.12.2013</u>	<u>31.12.2012</u>
	€	€
Impôts sur éléments Courant	-	-
Impôts sur éléments exceptionnel	-	-
Produits d'intégration fiscale	569 269	1 119 848
Crédit d'impôts	<u>20 700</u>	<u>18 326</u>
Total	<u>589 969</u>	<u>1 138 174</u>

(d) Les créances et les dettes d'impôt différé ou d'impôt latent ne sont pas incluses dans les comptes et se présentent comme suit :

	<u>Actif/(Passif)</u>		
	<u>31.12.2012</u>	<u>Variations</u>	<u>31.12.2013</u>
	€	€	€
Organic	5 218	(96)	5 122
Plus-value sur OPCVM	<u>4 935</u>	<u>(3 818)</u>	<u>1 117</u>
	<u>10 153</u>	<u>(3 914)</u>	<u>6 239</u>

Effectif de la société et rémunération des membres des organes d'administration et de direction

23. (a) Les membres du conseil d'administration n'ont perçu aucune rémunération à raison de leurs fonctions au cours de la période.

(b) Les membres des organes de direction ont perçu globalement une rémunération de € 388 865 au titre de la période (2012 : € 422 119).

(c) L'effectif moyen de la société employé pendant la période se décompose comme suit :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cadres, agents de maîtrise	45	46
Employés	<u>14</u>	<u>17</u>
Total	<u>59</u>	<u>63</u>

Indemnités de départ en retraite

24.

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements retraite sont les suivantes pour 2013 :

- Prise en compte des facteurs de rotation de personnel et de mortalité
- Taux annuel de progression des salaires de 2 %
- Age de départ à la retraite de 65 ans
- Taux d'actualisation de 3,17 % (taux Iboxx de décembre 2013)

Entreprises liées

25. Les transactions avec les entreprises liées se présentent comme suit au 31 décembre 2013 :

- Elément relevant de plusieurs postes du bilan :

	<u>Participations</u>
ACTIF IMMOBILISE	
Participations	25 153 266
Prêts	
ACTIF CIRCULANT	
Créances clients et comptes rattachés	524 658
Autres créances	30 349 785
DETTES	
Avoirs à établir	201 722
Emprunts et dettes financières divers	447 434
Autres dettes	851 008

- Résultat financier avec les entreprises liées :

Intérêts perçus des entreprises liées	680 774
---------------------------------------	---------

Engagements hors bilan

26. (a) Les engagements se résument ainsi :

▪ Cautions et lettres d'intention au profit des établissements de crédit	13 828 K€ 41 217 Knis
▪ Engagements en matière de pensions	391 K€

(b) Crédit bail

Au 31 décembre 2013, la société est liée par un contrat de crédit bail portant sur l'ensemble immobilier situé à Ménilles et à Pacy sur Eure utilisé par la filiale S.F.F.P.

(i) Les immobilisations concernées et leur amortissement théorique se présentent comme suit (en milliers d'euros) :

Nature	<u>Coût d'entrée</u>	<u>Dotations aux amortissements de l'exercice</u>	<u>Cumulées</u>	<u>Valeur Nette</u>
Terrains	362	-	-	362
Constructions	<u>4 678</u>	<u>234</u>	<u>721</u>	<u>3 957</u>
Total	<u>5 040</u>	<u>234</u>	<u>721</u>	<u>4 319</u>

(ii) Les engagements résultant de ce contrat se résument ainsi (en milliers d'euros) :

<u>Redevances restant à payer</u>			<u>Total à payer</u>
<u>jusqu'à 1 an</u>	<u>De 1 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	
609	2 434	1 065	4 108

(c) Cautions données

(i) *Lettres d'intention*

Au 31 décembre 2013, la société s'était engagée principalement auprès d'établissements bancaires de certaines de ses filiales, sous forme de lettres d'intention, pour les montants suivants (en milliers d'euros) :

<u>Filiales</u>	<u>Montants K€uros</u>
▪ Stendhal S.A.S.	835
▪ Distribal S.A.S.	500
▪ Parfums Jacques Bogart S.A.S.U.	2 500
▪ S.F.F.C.	100
▪ Athenais	<u>1 090</u>
	<u>5 025</u>

(ii) *Cautions*

La société garantit les engagements souscrits

- par les filiales étrangères suivantes dans le cadre de concours bancaires ou d'emprunts à hauteur de 41 217 Knis au profit d'établissements bancaires :

▪ April Cosmetics and Perfume Chain Stores Ltd	41 217 Knis
--	-------------

- Par les filiales françaises suivantes à hauteur de 4 620 Keuros au profit d'établissements bancaires :

	<u>Montants K€uros</u>
▪ Parfums Jacques Bogart S.A.S.U.	620
▪ Athénaïs S.A.S.	<u>4 000</u>
	<u>4 620</u>

(iii) La société Bogart S.A. est toujours caution pour les sociétés françaises cédées dans le cadre d'opération de recentrage du groupe Bogart sur les activités de parfums et de cosmétiques dans le cadre d'emprunts et de crédit bail immobilier à hauteur de 4 183 K€ au profit d'établissements bancaires. Les banques ont en effet maintenu les garanties données par la société Jacques Bogart S.A. Cette dernière a obtenu de la société SARIEL S.A.S. le cessionnaire, une lettre d'intention de contre garantie desdits engagements, étant précisé que les banques disposent déjà de garanties hypothécaires et de nantissements des fonds de commerce des sociétés concernées pour les concours qui leur sont consentis.

	<u>Montants utilisés au titre de ces cautions au 31/12/2013</u> K€uros
<u>Cautions</u>	
▪ S.C.I. Lou Pinet	1 820
▪ Richer Montmartre S.A.S.	<u>1 752</u>
	<u>3 572</u>
<u>Lettre d'intention</u>	
▪ Jacquelot	<u>611</u>
	<hr/>
Total	<u>4 183</u>

(d) Effets escomptés non échus
Au 31 décembre 2013, il n'existait aucun effet escompté non échu (2012 : € -).

(e) Opérations sur devises
Au 31 décembre 2013, il n'existait aucun engagement correspondant à des ventes à terme en couverture de transactions commerciales.

(f) Litiges
La société est engagée dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas, et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

(g) Droit individuel à la formation
Au 31 décembre 2013, les obligations liées au droit individuel à la formation n'ont pas été comptabilisées : le nombre d'heures acquises est de 4 608,55 heures, le volume d'heures n'ayant pas donné lieu à demande est également de 4 593,55 heures.

	Capital (a)	Réserves avant résultat de l'exercice (a)	Quote-part de capital détenu	Valeur comptable des titres détenus - Brute	Valeur comptable des titres détenus - Nette	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montants des cautions et avais fournis par la société (a)	Chiffres d'affaires du dernier exercice (b)	Résultat net du dernier exercice (b)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (b)
	Euros	Euros	%	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros
Parfums Ted Lapidus S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 330 076 472	381 250	4 381 935	100	3 264 299	3 264 299	5 528	-	10 363 297	1 833 449	2 500 000
Société Française de Fabrication de Parfumerie S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 335 005 583	462 929	513 865	100	462 774	462 774	206 040	0	6 459 755	135 565	-
Districtal S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 438 572 299	150 000	169 138	100	1 182 000	-	698 873	500 000	625 225	(568 944)	-
Fraternité S.A.R.L. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 384 944 591	62 565	1 606 130	99	6 178 759	1 213 769	12 008	-	1 912	(353 864)	-
Skendhal S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 672 016 292	152 500	118 398	100	25 550 623	-	8 279 522	835 000	2 927 435	(1 489 533)	-
Institut Jeanne Piantbert S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 303 411 698	228 750	621 956	100	6 683 328	6 683 328	210	-	0	146 621	210 000
Jeanne Piantbert S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 392 577 203	152 500	668 391	100	13 497 284	1 273 259	9 800 577	-	5 314 093	709 212	-
Ted Lapidus S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 402 926 794	152 500	840 012	100	609 339	609 339	26 722	-	188 507	1 427 631	1 600 000
Carven Parfums S.A.S. 76-78, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 523 797 306	150 000	130 766	100	325 000	325 000	1 592 356	-	2 593 440	(548 905)	-
J. Bogart Hong Kong Ltd. Unit A, 16/F, Winbase Centre, 208 Queen's Road Central, Hong Kong	18 704	(1 650 503)	100	12 585	-	-	-	1 229 874	(422 936)	-
Jacques Bogart Italie S.R.L. Piazza San Giovanni Battista alla Creta 1 20147 Milan	54 000	0	100	3 975 545	-	-	-	1 782 814	(662 585)	-
Partilux S.A. Paepssem Business Park - 18A Bd Paepssem 1070 Bruxelles (Anderlecht)	150 000	(34 389)	100	1 670 697	130 609	-	-	613 374	(53 775)	-
Jacques Bogart Espana S.L.										

JACQUES BOGART SA
TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capital (a)	Réserves avant résultat de l'exercice (a)	Quoté-part de capital détenu %	Valeur comptable des titres détenus - Brute	Valeur comptable des titres détenus - Nette	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montants des cautions et avals fournis par la société (a)	Chiffres d'affaires du dernier exercice (b)	Résultat net du dernier exercice (b)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (b)
	Euros	Euros		Euros	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros
Capitan Hays 60 - Entreplaneta Oficina 1 - 28020 Madrid - Espagne	604 005	(3 377 368)	100	1 209 020	-	-	-	3 090 131	(516 401)	-
Jacques Bogart GmbH Kornornauweg, 1 - 65201 Wiesbaden - Allemagne	25 000	203 737	51	2 132 582	128 518	-	-	2 311 087	23 260	-
Jacques Bogart U.K. Ltd Bizspace Business Centre - 4 Wadsworth Road - Petivale Middlesex UB6 7JJ - GB	29 989	(1 844 624)	100	41 315	-	-	-	0	(16 157)	-
Parfums Jacques Bogart S.A.S.U. 76-78, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 443 538 327	534 600	664 742	100	534 600	534 600	2 303 485	2 500 000	17 440 803	2 890 811	4 009 500
Jacques Bogart International B.V. Vrieseweg 82, 3311 NX Dordrecht - Pays-Bas	68 067	6 224 394	100	5 874 506	5 874 506	-	-	0	524 624	-
Aromalux S.A.S 76-78, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 487 801 847	40 000	65 926	100	1 115 000	82 365	462 134	-	174 236	(25 142)	-
International Selective Distribution (ISD) S.A.S 76-78, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris N° Siren 484 941 497	40 000	562 606	100	78 737	78 737	508 673	-	799 386	19 793	-
Athenals S.A.S Centre commercial - Casino Plan de Campagne 13480 Cabrières N° Siren 950 425 249	77 000	2 020 019	100	4 500 000	4 500 000	167 647	1 090 000	6 664 850	457 601	-

(a) Pour les sociétés étrangères les montants sont convertis au cours du 31 décembre 2013.
(b) Pour les sociétés étrangères les montants sont convertis au cours moyen de l'année 2013.

RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
	€	€	€	€	€
(a) Capital en fin d'exercice					
- Capital social	1 086 201	1 086 201	1 086 201	1 086 201	1 086 201
- Nombre d'actions ordinaires	712 501	712 501	712 501	712 501	712 501
(b) Opérations et résultats de l'exercice					
- Chiffre d'affaires hors taxes	8 682 157	9 104 205	9 306 357	9 417 768	9 170 258
- Résultat avant impôt, participation amortissements et provisions	6 438 773	7 752 376	9 058 257	10 361 181	9 430 496
- Participation des salariés	9 094	7 171	-	-	-
- Impôt sur les bénéfices	1 145 459	273 705	1 351 016	1 138 174	589 969
- Résultat net de l'exercice	5 643 239	6 357 039	6 257 330	5 955 479	7 821 411
- Résultat distribué	1 959 378	3 348 755	4 488 756	5 955 479	2 351 253
(c) Résultats par action					
- Résultat après impôt et participation, mais avant amortissements et provision	10,66	11,25	14,61	16,14	14,06
- Résultat net de l'exercice	7,92	8,92	8,78	8,36	10,98
- Dividende net attribué par action	2,75	4,70	6,30	17,55	3,30
(d) Personnel					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	65	67	66	62	59
- Masse salariale de l'exercice	2 667 911	2 893 527	2 951 286	2 954 170	2 701 372
- Avantages sociaux de l'exercice	1 170 928	1 242 820	1 273 447	1 286 737	1 149 054

JACQUES BOGART S.A.

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2013

Fidcompta
Montée de Saint Menet
13367 Marseille Cédex 11

S & W Associés
8, avenue du Président Wilson
75116 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires
Jacques Bogart S.A.
76 - 78, avenue des Champs Elysées
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **Jacques Bogart S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels, sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société pour l'évaluation de titres de participation et des provisions pour risques et charges, telles que respectivement décrites dans les notes 2d) et 12 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et des hypothèses sur lesquelles se fondent ces éléments et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 30 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

Fidecompta

S & W Associés

Raymond Blancard

Vincent Young